

WORKING PAPERS

Working Paper no. 26

**VECTEURS DE CHANGEMENT AU SEIN DE LA
RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO:
ASCENSION ET DÉCLIN DE L'ÉTAT ET ENJEUX LIÉS
A LA RECONSTRUCTION**

James Putzel, Stefan Lindemann, Claire Schouten
Crisis States Research Centre

Janvier 2008

Crisis States Working Papers Series No.2

ISSN 1749-1797 (print)
ISSN 1749-1800 (online)

Copyright © J.Putzel, S. Lindemann, C. Schouten 2008

Although every effort is made to ensure the accuracy and reliability of material published in this Working Paper, the Crisis States Research Centre and LSE accept no responsibility for the veracity of claims or accuracy of information provided by contributors.

All rights reserved. No part of this publication may be reproduced, stored in a retrieval system or transmitted in any form or by any means without the prior permission in writing of the publisher nor be issued to the public or circulated in any form other than that in which it is published.

Requests for permission to reproduce this Working Paper, of any part thereof, should be sent to:
The Editor, Crisis States Research Centre, DESTIN, LSE, Houghton Street, London WC2A 2AE.



DESTIN
Development
Studies Institute

Vecteurs de Changement au Sein de la République Démocratique du Congo : ascension et déclin de l'état et enjeux liés à la reconstruction

Analyse Documentaire
James Putzel, Stefan Lindemann et Claire Schouten¹
Crisis States Research Centre

Sommaire exécutif

Introduction

L'objet de la présente analyse documentaire est de réunir les principaux débats et travaux de recherches énoncés dans la documentation française et anglaise portant sur l'économie politique, les structures sociales et les politiques nationales de la République démocratique du Congo/Zaire (RDC) dans le but d'instruire les travaux de planification de la communauté internationale des donateurs dans le cadre de la trajectoire évolutive de la RDC sur le long terme.

Dans cette synthèse relativement brève de ce qui s'avère être une documentation extrêmement riche, nous avons tenté de mettre en lumière les domaines où sont ancrées les pressions en faveur ou opposées au changement, d'identifier les principaux points susceptibles d'instruire les options ouvertes aux donateurs à l'avenir et d'exposer les aspects nécessitant des recherches plus approfondies. La documentation disponible, et en particulier les travaux réalisés au début des années quatre-vingt, est bien trop vaste pour lui rendre justice dans le temps imparti à ce projet ; nous avons par conséquent décidé de concentrer nos efforts sur ce qui constitue, selon nous, les travaux les plus pertinents réalisés en langue française et anglaise.

Notre analyse s'articule autour de six grands thèmes :

- **L'évolution de l'économie** au sein de la RDC, les bases économiques de l'État et de la société et l'influence réciproque des politiques contemporaines et des mesures incitatives.
- **La manière dont l'État a fonctionné jusqu'à présent**, la structure de l'État et la manière dont celle-ci a évolué en théorie et en pratique : de quelle manière la portée de l'État et de son pouvoir a-t-elle changé/reculé/augmenté ? Quelles sont les principales institutions de l'État et dans quelle mesure celles-ci ont-elles un impact sur les vies des citoyens ordinaires ? L'État a-t-il fourni des prestations de services particulières à ses citoyens ? Pourquoi a-t-il décidé de le faire et de quelle manière s'y est-il pris ?

¹ La présente étude a été commanditée par le Département pour le Développement International (*Department for International Development* ou « DFID ») du gouvernement britannique, toutefois, elle ne saurait aucunement représenter les opinions de ces derniers. Dans le cadre de notre interprétation de l'économie historique de la RDC, nous nous sommes largement inspirés des recherches continues réalisées par Gabi Hesselbein, chercheuse universitaire au CSRC, à qui nous souhaitons exprimer notre gratitude pour les commentaires et les suggestions dont elle nous a fait part. Nous souhaitons également remercier les participants à l'atelier de travail organisé par le DFID qui s'est déroulé à Kinshasa en septembre 2006, pour leurs précieux commentaires, critiques et suggestions.

• **Motivation gouvernementale/politique** : comment les intervenants gouvernementaux ont-ils perçu leurs rôles ? Qui est tenu responsable au sein du gouvernement, à titre officiel et officieux ? Quels sont les facteurs incitatifs et les groupes d'intérêts qui suscitent l'attention des différents groupes de détenteurs de pouvoir ?

• **L'anatomie du pouvoir intrarégional et le rôle des structures des pouvoirs traditionnels**

(englobant les forces dynamiques régionales qui ont dirigé les programmes de politique nationale, de stratégie économique et de développement au sein de la RDC et à travers la région des Grands Lacs).

• **Les interactions entre les autorités religieuses et l'État moderne** et comment/pourquoi ces relations se sont développées sur le plan local et national. Les relations entre l'État/la société à plus grande échelle et la participation ou l'exclusion des citoyens au processus politique.

• **Perceptions et attentes populaires vis-à-vis de l'État** : quels travaux de recherches portent sur la manière dont la population définit un État efficace ? Comment les citoyens congolais perçoivent-ils la vie politique et son impact sur la famille, les identités locales, ethniques et régionales ? Quelle attitude ont-ils envers la corruption ?

Lorsque l'on se penche sur la situation du Congo/Zaïre sur une longue durée, on se rend compte que *le principal problème auquel se heurte le processus de formation de l'État est un problème d'intégration politique et économique face à des identités locales et régionales, des réseaux de pouvoirs et des systèmes de favoritisme profondément enracinés*. Ces facteurs ont d'importantes implications pour les efforts de la communauté internationale visant à soutenir la consolidation de la paix et la promotion du développement dans la République démocratique du Congo suite aux élections de 2006. Les modèles de « bonne gouvernance » habituels impliquant la déconcentration des pouvoirs et l'encouragement d'agents de développement privés et non gouvernementaux pourraient en effet s'avérer non seulement inadéquats pour répondre à l'enjeu de la formation de l'État mais également nuisibles s'ils ne sont pas accompagnés d'efforts parallèles visant à soutenir la formation d'une coalition d'élites et à augmenter de manière significative les capacités de l'État central.

Nous proposons ici une lecture révisionniste (qui pourra même paraître « hérétique » à certains) de l'histoire du Congo/Zaïre, dans la mesure où nous estimons que la première décennie du mandat de Mobutu Sese Seko constitue la période la plus importante du pays en matière de progrès réalisés dans le cadre de la formation de l'État, ceci malgré le fait que le président Mobutu ait souvent été dépeint comme un exemple type de prédateur. Nous avons décidé d'adopter cette approche car nous estimons qu'il est possible de retirer de précieux enseignements des efforts initialement déployés par Mobutu pour construire des réseaux de pouvoir horizontaux reliant les élites congolaises, et de son quasi « demi-tour » s'appuyant plutôt sur les réseaux de pouvoir verticaux au niveau régional et local pour rester au pouvoir pendant tant d'années.

C'est à ce revirement fondamental de l'assise du pouvoir du régime de Mobutu que l'on pourrait attribuer les caractéristiques des conflits qui conduiraient finalement le pays à la guerre civile, coûtant la vie à plus de quatre millions de personnes entre la fin des années quatre-vingt-dix et le début du XXI^e siècle.

Dans ce résumé, nous prendrons tout d'abord un certain recul par rapport à l'analyse documentaire pour examiner rapidement sur les principales caractéristiques de la tension entre le centre et les régions et le revirement de l'assise du pouvoir de l'État au fil du temps. Nous présenterons ensuite

une synthèse des domaines stratégiques nécessitant des recherches plus approfondies et susceptibles d'instruire positivement les interventions de la communauté internationale au sein de la RDC.

1.1. Évolution historique des caractéristiques de centralisation et de désagrégation du pouvoir de l'État

1.1.1. L'héritage colonial

En 1960, le Congo sortit de ce qui, au dire de tous, fut une ère coloniale particulièrement brutale sous l'autorité belge, fort de la seconde économie la plus industrialisée d'Afrique subsaharienne ; cette économie, essentiellement fondée sur les richesses minières du pays était profondément dualiste. Seul un petit pourcentage de la population travaillait dans le secteur « moderne » des exportations, lequel englobait les mines et les cultures commerciales (comme notamment le palmier à huile, le coton et le café) tandis que la grande majorité des habitants vivait de l'agriculture de subsistance. Si les autorités coloniales mirent en place une administration étatique relativement centralisée, elles empêchèrent toutefois la formation d'une nation. Cette situation se rapprochait des autres expériences coloniales qui codifiaient et allaient même jusqu'à « fabriquer » des identités tribales et des structures de pouvoir spécifiques, au moyen de ce qui devint un modèle de gouvernance indirecte. Toutefois, en interdisant toute forme d'organisation non tribale jusqu'à la dernière décennie précédant l'indépendance et en ne parvenant pas à encourager une langue commune à travers l'ensemble du territoire, la Belgique légua à la population une élite émergente caractérisée par de profondes animosités ethniques (ces animosités, existant non seulement entre les régions mais aussi au sein de celles-ci, étaient basées sur des caractéristiques de migrations de travail forcées, des situations de discrimination systématique et de favoritisme entre certains groupes ethniques). L'une des premières principales vagues « d'épuration ethnique » du continent africain se produit dans les années 59-60, lorsque les Luba de Kasai furent forcés de fuir de ce qui était à l'époque la capitale de la région ; leur expulsion traça les grandes lignes des rivalités ethniques qui continuent à jouer un rôle important dans la vie politique actuelle de la RDC.

Les sources de richesses potentielles pour les personnes souhaitant s'élever au rang d'élite étaient enfouies au sein d'une économie désagrégée, constituée d'enclaves distinctes, mal ou pas reliées aux divers centres de richesses régionaux, et aux systèmes de production ou de consommation ruraux et urbains ; cette situation n'offrait qu'une base très réduite pour générer les revenus nécessaires au financement des activités de l'État. Le nouvel État ne disposait que d'une Force Publique très affaiblie ne faisant aucune distinction entre l'armée et les forces de l'ordre. Le régime colonial avait accordé une attention minimale au développement des services de santé ou d'éducation avant les dernières années de son règne, laissant ceux-ci être entièrement pris en charge par des organisations religieuses, comme notamment la puissante Église Catholique.

1960-1965 : Une mise en garde pour notre époque

Les cinq premières années qui suivirent l'indépendance (1960-1965) servent de « mise en garde » à la RDC d'aujourd'hui. En effet, les élections organisées à la suite de l'indépendance conduisirent le pays presque directement à la guerre civile, opposant d'une part les nationalistes radicaux contre les nationalistes modérés et d'autre part ces deux factions contre les « féodaux et les tribalistes ». Les mouvements sécessionnistes qui virent le jour au Kantaga et dans le sud de Kasai, deux régions riches en minéraux, reçurent un soutien externe considérable de la part de certains pays développés qui craignaient que les nationalistes n'adoptent les principes du monde socialiste au sein du territoire devenu indépendant et dont les sociétés souhaitaient obtenir un accès privilégié

aux ressources minérales du pays. Les mouvements sécessionnistes recrutèrent leurs forces de combat auprès des membres de la Force Publique, laquelle se divisa rapidement selon des critères ethniques. L'embryonnaire Armée Nationale Congolaise (ANC) s'avéra être complètement inefficace pour établir l'ordre depuis le centre du pays. Cinq années de développement économique furent ainsi perdues en raison de l'extrême instabilité qui régnait à travers le territoire, dans la mesure où les élites locales émergentes s'emparèrent des sites de production et détournèrent les ressources publiques pour financer la guerre ou s'enrichir personnellement. Cette période de violence, qui ne prit fin qu'à la suite d'une intervention des Nations Unies, donna une ampleur accrue au tribalisme à la fois entre les régions et au sein-même de celles-ci.

Le dilemme auquel était confronté le pays nouvellement indépendant est résumé par un observateur éclairé, témoin de cette période :

L'existence de la nation elle-même était menacée... à l'intérieur comme à l'extérieur. À l'intérieur, par les conflits stériles des politiciens qui avaient sacrifié le pays et leurs compatriotes au profit de leurs propres intérêts. La seule chose qui leur importait, c'était le pouvoir... Remplir leurs poches, exploiter le Congo et le peuple congolais, voilà quel était leur style. Avec de tels exemples, l'administration nationale et provinciale s'embourbait dans l'inertie, l'inefficacité et, pire encore, la corruption. ... Certains politiciens n'hésitaient pas à faire appel à des puissances étrangères pour rester au pouvoir ou pour reconquérir le pouvoir... La situation sociale, économique et financière du pays est catastrophique.

Ces paroles furent prononcées par Mobutu Sese Seko lorsqu'il expliqua la raison pour laquelle il prit le pouvoir en 1965 (Young et Turner, 1985, p.42).

1965-1974 : Formation de l'État et création d'une élite horizontale

L'effondrement de l'État et de l'économie vers la fin des trente-deux années du règne de Mobutu, fait souvent oublier que le Congo, ou plutôt le Zaïre, comme celui-ci fut rebaptisé par Mobutu, connut une période importante de développement en matière de formation de l'État au cours de la première décennie de son arrivée au pouvoir. Après s'être emparé du pouvoir avec l'appui du fameux groupe « Binza » et de certaines puissances occidentales, le régime de Mobutu renforça son pouvoir à travers tout le pays. Mobutu réduisit le nombre de provinces, affaiblissant considérablement le pouvoir des réseaux locaux et déploya des efforts concertés visant à marginaliser les pouvoirs traditionnels. Le gouvernement de Mobutu

entreprit de bâtir une administration publique résolument moderne dépendant du centre afin de garantir que les fonctionnaires ne servaient pas les intérêts de leurs propres territoires d'origine. Si des efforts furent déployés pour maintenir un certain équilibre ethnique parmi les postes, les personnes nommées étaient chargées de servir avant tout les intérêts du Zaïre, et non pas ceux de leurs localités respectives. On notera par ailleurs que Mobutu adopta une loi radicalement inclusive sur la citoyenneté, offrant ainsi une base pour l'intégration des communautés de l'Est du Congo et marginalisant encore davantage les pouvoirs traditionnels qui encourageaient plutôt le recours à des politiques d'exclusion à l'égard notamment des personnes d'origine rwandaise qui s'étaient installées dans la région au fil du temps.

Au niveau de l'économie politique et sous la perspective d'une approche comparative du développement, on constate que la stratégie de Mobutu visait à instaurer un système de clientèle centralisé permettant à l'État d'obtenir des rentes et de discipliner les détenteurs de richesses en soumettant ceux-ci à un projet national. Ce même modèle fut suivi avec plus de succès par certains pays au développement plus tardif comme la Corée du Sud, Taïwan et la Malaisie. Dans ce contexte de régime de parti unique, à savoir le Mouvement Populaire de la Révolution (MPR), Mobutu créa des réseaux horizontaux visant à rassembler des officiers militaires, des hommes politiques, des représentants syndicalistes, des intellectuels et des hommes d'affaires au sein du nouveau régime. Le régime nationalisa l'ancienne Union Minière Belge en 1967 qui fut rebaptisée sous le nom de Gecamines ; cette nouvelle société contrôlait les exportations générant les plus importants revenus du pays, à savoir le cuivre et le cobalt. D'autres nationalisations s'ensuivirent dans le secteur minier et dans plusieurs secteurs de la manufacture au fur et à mesure que la production industrielle s'intensifia. Les terres furent théoriquement nationalisées, envoyant un message sans équivoque aux pouvoirs traditionnels qui contrôlaient les terres rurales au moyen du droit coutumier.

Le régime obtint d'importants résultats dans le domaine de l'enseignement, où les inscriptions dans les écoles primaires atteignirent un taux de 92 % et les secteurs de l'éducation secondaire et tertiaire affichèrent une expansion impressionnante. Les résultats obtenus dans le secteur des soins de santé n'étaient pas moins remarquables : le nombre de personnel de santé qualifié augmenta considérablement et le pays afficha un taux de vaccination contre les maladies infantiles de l'ordre de 95 % ; le Congo disposait désormais d'un système de soins de santé primaires qui faisait l'envie d'autres pays de l'Afrique subsaharienne.

Les résultats obtenus au cours de cette période sont trop impressionnants pour être discrédités comme de simples « jeux d'ombres » exhibés par un régime essentiellement cupide. Si certains des projets les plus grandioses de Mobutu sont généralement perçus comme des « éléphants blancs », comme notamment le gigantesque projet de ligne haute tension Inga-Shaba, il faut toutefois évaluer ceux-ci non seulement par rapport à des critères économiques (en tenant compte éventuellement des niveaux de corruption qui y étaient associés), mais aussi à la lumière de leur justification « d'intégration ». Mobutu estimait en effet que ce projet lui permettrait essentiellement de maintenir un contrôle sur les intérêts katangais. Mobutu établit une paix et une sécurité relatives à travers le territoire en conservant son poste de Général à la tête des Forces Armées Zaïroises (FAZ). Cependant, craignant sans doute que les forces armées ne constituent une menace de taille susceptible de se retourner contre son régime à l'avenir, il refusa de développer les Forces pour en faire une organisation robuste et disciplinée (un résultat qui allait par la suite représenter l'une des principales faiblesses de son régime). Deux autres lacunes se révélèrent cruciales au cours de cette période initiale : (1) comme dans un grand nombre de pays en voie de développement à l'époque, les travaux de développement entrepris par le régime de Mobutu dépendaient beaucoup trop du financement

par emprunt ; cette situation rendit le pays particulièrement fragile dans le cadre de l'approche désordonnée du président en matière de politique économique ; (2) le régime négligea d'engager des efforts importants pour améliorer la productivité agricole et les économies rurales en dépit des plans dressés à cet effet.

1974-1980 : Déplacement du centre de gravité de l'État

L'apparition de la crise économique interrompit le projet de formation de l'État de Mobutu ; cette crise, essentiellement provoquée par un effondrement des prix du cuivre, une augmentation exorbitante du coût du pétrole et une très mauvaise gestion économique de la part de l'État, fut suivie par une longue période de déclin économique ; au début des années quatre-vingt, le PIB par habitant avait chuté à un tiers de son niveau de 1962. Une économie informelle se développa, avec une prolifération rapide des activités de contrebande, touchant même des cultures commerciales comme le café. Tandis que l'État poursuivait le processus de « Zaïrianisation » du pays en élargissant son éventail de nationalisations, Mobutu fut contraint d'adopter une nouvelle forme de clientélisme pour conserver le pouvoir dans le cadre des pressions exercées sur le budget national. Les ressources à la disposition du gouvernement central étant désormais très réduites, Mobutu abandonna son projet d'intégration horizontale des élites et adopta plutôt ce que Peemans définit comme « des réseaux de pénétration ethno-centralisatrice ». Cette approche visait à renforcer son pouvoir en multipliant les réseaux verticaux basés sur des affiliations ethniques et régionales (ravivant ainsi une logique tribale au cœur de l'État). C'est à cette époque que Mobutu commença à privilégier son propre groupe ethnique issu de la province de l'Équateur en accordant à ces personnes des postes administratifs et militaires et c'est aussi à ce moment-là que les membres du régime commencèrent à piller les sites et les instruments d'accumulation centrale (à savoir Gécamines et les pouvoirs de la Banque Centrale).

On constate à la même époque une prolifération des diverses forces de sécurité (et le renforcement de la garde présidentielle) ; le président espérait en effet qu'une telle multiplicité des forces donnerait lieu à des affrontements mutuels, mettant ainsi à l'abri sa position personnelle. L'érosion des forces armées fut accentuée par un système de rémunération différentiel et l'absence de tout paiement versé aux soldats. Encouragés par la faiblesse du régime, des soulèvements séparatistes armés refirent leur apparition à Shaba (Katanga) en 1977 et en 1978 ; le régime ne parvint à déjouer ceux-ci qu'avec l'aide des troupes françaises et marocaines. Les premiers signes d'organisation des élites opposantes apparurent à ce moment-là lorsqu'Étienne Tshisekedi, résistant aux efforts de Mobutu visant à soudoyer les Luba du Kasai en leur proposant des postes gouvernementaux, devint un point de ralliement pour tous les critiques du régime. À cette même époque, l'Église Catholique qui avait jusqu'alors soutenu le régime, commença à prendre de la distance par rapport au gouvernement, en se gardant toutefois de s'opposer directement à celui-ci. Mobutu parvint à maintenir son pouvoir en accordant aux éminences grises régionales une plus grande marge de manœuvre et un accès aux ressources publiques ; ces éminences étaient elles-mêmes organisées en réseaux verticaux basés sur des liens essentiellement ethniques.

1980-1990 : « Autonomisation » des élites parallèlement au déclin de l'État

En 1980, le régime de Mobutu était déjà soumis à la présence permanente du Fonds Monétaire International au sein de la banque centrale, des services douaniers et du ministère des finances ; à partir de 1983, il se vit faire l'objet d'un programme d'ajustement structural par la Banque Mondiale (*World Bank*). Vers la fin de cette décennie, il ne restait plus grand-

chose de l'administration gouvernementale créée par Mobutu quelques années auparavant ; l'évaporation des ressources de l'État central ne lui permit plus de conserver ses anciennes alliances basées sur des réseaux verticaux régionaux. Tandis que Mobutu accordait d'importantes concessions aux éminences grises régionales, en adoptant notamment une nouvelle loi exclusive sur la citoyenneté visant à apaiser les éminences grises tribales provenant de l'Est du Congo, certains réseaux verticaux de pouvoir commencèrent à fonctionner en toute autonomie, conférant ainsi une autonomie accrue aux pouvoirs traditionnels et favorisant leurs efforts visant à accumuler les terres en expulsant ceux qu'ils considéraient être des « étrangers ». Le programme d'ajustement structurel comprenait la légalisation des mines artisanales dans la mesure où il était estimé que les quantités d'or exportées frauduleusement dépassaient les exportations officielles.

Mobutu tenta d'affaiblir les foyers d'opposition et de se refaire des alliés en attisant les rivalités tribales et ethniques. Dans un effort de « décentralisation et de développement », il divisa la région du Kivu en trois provinces, renforçant considérablement les pouvoirs des pouvoirs traditionnels. Les conflits qui éclatèrent dans la région furent exacerbés par les interventions de l'Armée populaire de libération du Soudan (SPLA) menée par John Garang et de l'Armée de Résistance Nationale de l'Ouganda menée par Museveni, toutes deux présentes sur le territoire. Cette initiative allait déclencher tout une série de conflits intestins dans la région qui mettraient ultérieurement le feu aux poudres des deux guerres dévastatrices qui ravagèrent le pays dans les années quatre-vingt-dix.

1990-1997 : Déchéance et effondrement de l'État

Les années quatre-vingt-dix assenèrent le coup-de-poing final au régime de Mobutu. Les problèmes de Mobutu commencèrent lorsque l'aide étrangère fut considérablement réduite, les anciens partisans internationaux du régime préconisant désormais la mise en place d'une réforme politique et l'introduction de politiques concurrentielles. Les ressources à la disposition de l'État central ayant pratiquement disparu, les réseaux régionaux renforcèrent considérablement leur autonomie et les élites anciennement rattachées à Mobutu concentrèrent leurs efforts pour s'emparer des sources de richesses et établir leur légitimité dans les provinces. Le changement de cap adopté par le régime dans les années quatre-vingt-dix pour s'orienter vers une politique multipartite encouragea une résurrection massive de la mobilisation ethno-régionale. Alors que la plupart des nouveaux partis créés étaient centrés sur l'ethnie et la région, le tribalisme refit son apparition comme un instrument majeur permettant d'obtenir le pouvoir. Divers problèmes socio-économiques, tels que le chômage et l'accès aux terres, furent essentiellement redéfinis en termes tribaux, notamment au Katanga et dans les Kivus. Mobutu poursuit quant à lui sa stratégie visant à opposer les groupes tribaux les uns contre les autres. Les partisans de Mobutu au Katanga, une région accusant un taux de chômage très élevé depuis l'implosion de Gécamines, tentèrent d'affaiblir son opposant le plus puissant à l'époque, à savoir Étienne Tshisekedi, un Luba provenant du Kasai Oriental, en reprochant à la population urbaine Luba de voler tous les emplois ; cette crise se transforma en un véritable conflit ethnique qui coûta la vie à 5 000 personnes et qui obligea 1,3 million de personnes à prendre la fuite au cours des années 1992-1993.

Les actes de violence locaux concernant l'accès aux terres dans les Kivus dégénèrent en 1993 en une véritable guerre qui opposa les soi-disant « agriculteurs autochtones », et plus particulièrement les Hunde, aux Banyarwanda « non-autochtones », entraînant la mort de milliers de personnes et le déplacement de près de 140 000 réfugiés. Avec l'arrivée massive des « exilés » qui avaient fui le génocide rwandais de 1994, parmi lesquels figuraient les

forces armées toujours intactes de l'ancien gouvernement rwandais et les milices interahamwe responsables du génocide, l'Est du Congo devint une zone particulièrement problématique. Les populations congolaises d'origine Tutsi devinrent la cible idéale des Hunde et d'autres groupes tribaux qui leur reprochaient leur position socio-économique et celle des forces Hutus qui avaient été contraintes de fuir le Rwanda.

L'« économie nationale » était sur le point d'imploser ; le PIB chuta dangereusement à la suite du ralentissement de la production dans tous les secteurs, mise à part l'activité minière où les exportations de diamants dominaient toutes les autres exportations. La plupart des transactions économiques réalisées au sein des provinces étaient négociées avec des intervenants situés de l'autre côté de la frontière ; tandis que les éminences grises régionales prélevaient des rentes sur les marchandises en transit. On estime qu'au début des années quatre-vingt-dix, les transactions de l'économie informelle représentaient trois fois la valeur du PIB officiel. Dans le Kasai Oriental, l'effondrement de Gécamines donna aux Luba l'opportunité de dominer l'industrie diamantaire, ce secteur s'étant affirmé comme la plus grande source de revenu d'exportation ; on notera toutefois que ce commerce restait largement dominé par des sociétés étrangères. Étant donné que le Kasai constituait le bastion du parti d'opposition, à savoir l'Union pour la Démocratie et le Progrès social (UPDS), les Luba y furent considérés avec une méfiance accrue par leurs groupes ethniques rivaux. Le « nationalisme Kongo » refit également une apparition dans le Bas-Congo, où il n'avait pas été vu depuis les années soixante, donnant lieu à de violentes manifestations à Kinshasa en 1996.

Mobutu ne parvint à rester au pouvoir que grâce à la rivalité qui existait entre les élites d'opposition au sein des régions. Toutefois, son régime s'effondra comme un château de cartes lorsque l'Ouganda et le Rwanda décidèrent de soutenir la campagne armée de Laurent Kabila qui vit le jour dans l'Est du Congo.

1997-2001 : Guerre civile et effondrement de l'État

Le régime de Laurent Kabila ne parvint jamais à établir complètement son pouvoir sur le territoire. Si la campagne militaire de Kabila avait reçu le soutien d'une très vaste coalition régionale parmi laquelle figuraient l'Ouganda, le Rwanda, le Burundi, l'Angola, le Zimbabwe, la Tanzanie, la Zambie et l'Érythrée, une fois que Kabila s'empara du pouvoir, le régime se retrouva presque entièrement dépendant du Rwanda et de l'Ouganda. La majorité des forces de combat de Kabila était composée de Banyarwanda et de Banyamulenge provenant de la région du Kivu. Les éminences grises régionales des Kivus, qui cataloguaient depuis longtemps tous les habitants d'origine rwandaise sous l'appellation d'« étrangers », lancèrent une campagne anti-Tutsi, laquelle fut imitée par d'autres éminences grises régionales au sein d'autres régions du pays. Laurent Kabila réagit en rompant toute relation avec le Rwanda et l'Ouganda et en expulsant tous les Rwandaphones de son régime en mai 1998. Il fit appel à trois autres groupes ethno-régionaux pour soutenir son régime : le réseau du Katanga provenant de sa région d'attache ; le « réseau du Kasai » ; et le réseau Kinois de la capitale. Il finit également par obtenir le soutien des Mai-Mai, de certains groupes locaux armés faisant preuve de loyauté envers certains pouvoirs traditionnels et même de l'interahamwe.

Les Banyarwanda et les Banyamulenge s'unirent presque immédiatement pour former, avec l'appui du Rwanda, le Rassemblement congolais pour la démocratie (RCD) ; en août 1998, ce mouvement lança une offensive contre le régime de Kabila. Les forces de Kabila, composées

essentiellement de la Garde Présidentielle, ne faisaient pas le poids contre le nouveau RCD, dont les soldats avaient après tout formé le noyau central de la force qui lui avait permis d'acquérir le pouvoir ; Kabila ne parvint à conserver sa position que grâce à l'appui initial de l'Angola, puis à celui du Zimbabwe et de la Namibie. Kabila et ses alliés devaient faire front au RCD-Goma, qui bénéficiait du soutien du Rwanda, au RCD-ML, soutenu par l'Ouganda et au Mouvement de Libération Congolais (MLC) mené par Jean-Pierre Bemba, lui aussi soutenu par l'Ouganda.

La guerre civile favorisa encore davantage l'informalisation de l'économie congolaise, facilitant notamment l'arrivée de nouveaux « marchands de guerre » sur la scène économique, lesquels s'allièrent avec l'un ou l'autre des partis rivaux du conflit. Le peu qu'il restait des marchés ruraux, des réseaux de commerce et de l'extraction minière fut soumis à un marchandage politique ethnique et fit l'objet des transactions entre les acteurs congolais et les intérêts des puissances externes belligérantes participant à la guerre.

2001-2006 : Édification de la paix et reconstruction de l'État

Les anciens partis belligérants formant le gouvernement transitoire ne se rencontrèrent pas une seule fois au cours de la première année qui suivit la paix. Au cours des trois années suivantes, le président Kabila tenta de bâtir de nouvelles alliances autour de la présidence préalablement aux élections qui furent finalement organisées en 2006. Toutefois, les participants du gouvernement transitoire ne parvinrent pas à développer des circonscriptions nationales, restant plutôt enlisés dans des assises de soutien ethno-régionales où les réseaux de pouvoir régionaux continuaient à jouer un rôle prédominant. Ce modèle d'organisation politique était soutenu par une économie alimentée en grande partie par des transactions informelles voire même parfois « officiellement illégales », en particulier dans le secteur des minéraux. Une nouvelle période de croissance économique s'ensuivit bien que celle-ci fut largement dépendante d'une arrivée massive d'aide étrangère. Divers efforts furent déployés avec l'assistance d'institutions financières internationales et des organismes donateurs bilatéraux pour établir des ministères opérationnels.

Toutefois, en dépit de l'application de paramètres élémentaires de gestion macroéconomique, une grande partie de l'économie resta informelle et très peu d'efforts furent accomplis pour relancer les processus de production. La majorité des ressources minérales du pays restèrent sous le contrôle des détenteurs de pouvoir régionaux ; celles-ci étaient exportées illégalement, échappant en grande partie aux taxes appliquées par l'embryonnaire administration fiscale établie à Kinshasa. Le secteur agricole, longtemps négligé puis dévasté par la guerre restait quant à lui moribond, la plupart des donateurs préférant concentrer leurs efforts sur le bon déroulement du processus électoral avant de lancer de nouvelles grandes initiatives économiques.

Dans un contexte où les efforts de démobilisation des armées rivales et d'établissement d'une armée nationale d'intégration étaient au point mort et où les Kivus, l'Ituri et le Katanga étaient en proie à un conflit continu, le pays prit le chemin des élections programmées pour la fin 2006, armé d'une toute nouvelle constitution. Il semblerait toutefois que les profondes divisions au sein du pouvoir politique et économique, s'articulant autour d'axes ethno-régionaux envenimés par des années de guerre civile, constituèrent un défi déterminant à la consolidation de la paix et à l'envol des travaux de développement au cours des années à venir.

Domaines nécessitant des recherches plus approfondies

Sur la base de notre examen de la documentation susmentionnée, le présent rapport préconise la réalisation de nouvelles recherches dans les cinq domaines suivants :

1) Recherches sur l'économie de la RDC :

- * Étude de l'économie informelle, laquelle est pratiquement entièrement omise par les études disponibles, mis à part certains travaux anthropologiques réalisés au niveau local, depuis le début des années quatre-vingt-dix ;
- * Étude des types de prestations fournies par le secteur officiel dans le but de comprendre la manière dont les résidents urbains accèdent aux logements, aux transports publics, au traitement des déchets, aux soins de santé et à l'enseignement ;
- * Des recherches sur les infrastructures de transport nécessaires pour soutenir tout plan de reconstruction économique dans un contexte où un grand nombre de régions ne sont encore accessibles que par avion ;
- * Des recherches sur l'agriculture comprenant notamment une analyse des solutions susceptibles d'améliorer la productivité du secteur et de réformer l'accès aux terres ;
- * Des recherches sur l'état de santé des entreprises publiques dans un contexte où les efforts de privatisation sont engagés alors qu'on ne dispose d'aucune connaissance, ou presque, des actifs détenus par le secteur public ;
- * Des recherches sur les réseaux d'intérêts commerciaux nationaux et étrangers

2) Recherches sur la reconstruction fiscale

- * Des recherches immédiates sont nécessitées pour soutenir les efforts des donateurs dans le cadre du soutien à l'OFIDA, dans le but de mieux comprendre les flux commerciaux licites et illicites ;
- * Des recherches sont nécessitées sur les liens existant entre les dispositions de sécurité et les prélèvements douaniers ;

3) Recherches sur la vie politique :

- * Un examen des divers réseaux et alliances politiques, notamment dans le cadre du nouveau Parlement
- * Un examen des politiques intra-régionales, notamment au sein des régions où les connaissances actuelles sont pratiquement inexistantes comme notamment dans la province de l'Équateur et dans la province Orientale.

4) Recherches sur la décentralisation :

- * Alors que le pays est sur le point de procéder à une déconcentration majeure des pouvoirs laquelle aura pour effet de doubler le nombre des provinces existantes, on en sait encore très peu sur les relations qui existent entre les gouvernements centraux et provinciaux ou sur le rôle joué par l'Église et par divers groupes de société civile ;
- * Il existe un besoin urgent d'entreprendre une étude des relations interprovinciales et des disparités régionales, afin de mieux comprendre la redistribution interrégionale potentielle dans le contexte de la décentralisation

5) Des recherches sur la société civile et les perceptions populaires vis-à-vis de l'État

- * On sait encore très peu de chose sur la façon dont les Congolais ordinaires perçoivent l'État.

Vecteurs de Changement au Sein de la République Démocratique du Congo: ascension et déclin de l'état et enjeux liés à la reconstruction

Analyse documentaire

1. Introduction

L'objet de la présente analyse documentaire est de réunir les principaux débats et travaux de recherches énoncés dans la documentation française et anglaise portant sur l'économie politique, les structures sociales et les politiques nationales de la République démocratique du Congo/Zaïre (RDC)² dans le but d'instruire les travaux de planification de la communauté internationale des donateurs dans le cadre de la trajectoire évolutive de la RDC sur le long terme.

Dans cette synthèse relativement brève de ce qui s'avère être une documentation extrêmement riche, nous avons tenté de mettre en lumière les domaines où sont ancrées les pressions en faveur ou opposées au changement, d'identifier les principaux points susceptibles d'instruire les options ouvertes aux donateurs à l'avenir et d'exposer les aspects nécessitant des recherches plus approfondies. La documentation disponible, et en particulier les travaux réalisés au début des années quatre-vingt, est bien trop vaste pour lui rendre justice dans le temps imparti à ce projet ; nous avons par conséquent décidé de concentrer nos efforts sur ce qui constitue, selon nous, les travaux les plus pertinents réalisés en langue française et anglaise³.

Notre analyse s'articule autour de six grands thèmes lesquels ont été légèrement modifiés par rapport à notre cadre de référence :⁴

- **L'évolution de l'économie** au sein de la RDC, les bases économiques de l'État et de la société et l'influence réciproque des politiques contemporaines et des mesures incitatives.
- **La manière dont l'État a fonctionné jusqu'à présent**, la structure de l'État et la manière dont celle-ci a évolué en théorie et en pratique : de quelle manière la portée de l'État et de son pouvoir a-t-elle changé/reculé/augmenté ? Quelles sont les principales institutions de l'État et dans quelle mesure celles-ci ont-elles un impact sur les vies des citoyens ordinaires ? L'État a-t-il fourni des prestations de services particulières à ses citoyens ? Pourquoi a-t-il décidé de le faire et de quelle manière s'y est-il pris ?

² Anciennement appelé Congo-Kinshasa puis rebaptisé Zaïre en 1971. Tout au long de cette étude, nous utiliserons parfois le nom « Congo » pour faire référence à cet État territorial malgré les changements survenus au niveau de la nomenclature officielle.

³ Notre cadre de référence spécifiait que nous procédions à une analyse de l'économie politique, de la situation sociologique et anthropologique et que nous examinions également les perspectives sociopolitiques dans le cadre des facteurs sociaux, politiques, fiscaux, économiques externes (par exemple l'aide étrangère, le régime colonial, la guerre froide) et culturels ayant un impact sur les dynamiques évolutives de la RDC, notamment dans le contexte des capacités gouvernementales, des changements politiques, de la responsabilité, de la démocratisation, de la réduction de la pauvreté et des conflits. Notre étude devait également comporter des informations clés ainsi qu'un examen des structures officielles affectant le changement au sein de la RDC (par exemple les relations patron-clients et le parrainage). Nous ne prétendons toutefois pas avoir entièrement couvert tous ces aspects de la documentation.

⁴ Dans un souci d'économie de temps et d'espace, nous avons combiné le traitement des pouvoirs traditionnels à l'anatomie du pouvoir intrarégional. Nous avons uniquement survolé les structures interrégionales du pouvoir dans cette version provisoire et nous avons uniquement inclus des commentaires sur les perceptions populaires vis-à-vis de l'État.

• **Motivation gouvernementale/politique** : comment les intervenants gouvernementaux ont-ils perçu leurs rôles ? Qui est tenu responsable au sein du gouvernement, à titre officiel et officieux ?

Quels sont les facteurs incitatifs et les groupes d'intérêts qui suscitent l'attention des différents groupes de détenteurs de pouvoir ?

• **L'anatomie du pouvoir intrarégional et le rôle des structures des pouvoirs traditionnels**

(englobant les forces dynamiques régionales qui ont dirigé les programmes de politique nationale, de stratégie économique et de développement au sein de la RDC et à travers la région des Grands Lacs).

• **Les interactions entre les autorités religieuses et l'État moderne** et comment/pourquoi ces relations se sont développées sur le plan local et national. Les relations entre l'État/la société à plus grande échelle et la participation ou l'exclusion des citoyens au processus politique.

• **Perceptions et attentes populaires vis-à-vis de l'État** : quels travaux de recherches portent sur la manière dont la population définit un État efficace ? Comment les citoyens congolais perçoivent-ils la vie politique et son impact sur la famille, les identités locales, ethniques et régionales ? Quelle attitude ont-ils envers la corruption ?

Lorsque l'on se penche sur la situation du Congo/Zaïre sur une longue durée, on se rend compte que *le principal problème auquel se heurte le processus de formation de l'État est un problème d'intégration politique et économique face à des identités locales et régionales, des réseaux de pouvoirs et des systèmes de favoritisme profondément enracinés*. Ces facteurs ont d'importantes implications pour les efforts de la communauté internationale visant à soutenir la consolidation de la paix et la promotion du développement dans la République démocratique du Congo suite aux élections de 2006. Les modèles de « bonne gouvernance » habituels impliquant la déconcentration des pouvoirs et l'encouragement d'agents de développement privés et non gouvernementaux pourraient en effet s'avérer non seulement inadéquats pour répondre à l'enjeu de la formation de l'État mais également nuisibles s'ils ne sont pas accompagnés d'efforts parallèles visant à soutenir la formation d'une coalition d'élites et à augmenter de manière significative les capacités de l'État central.

Nous proposons ici une lecture révisionniste (qui pourra même paraître « hérétique » à certains) de l'histoire du Congo/Zaïre, dans la mesure où nous estimons que la première décennie du mandat de Mobutu Sese Seko constitue la période la plus importante du pays en matière de progrès réalisés dans le cadre de la formation de l'État, ceci malgré le fait que le président Mobutu ait souvent été dépeint comme un exemple type de prédateur⁵. Nous avons décidé d'adopter cette approche car nous estimons qu'il est possible de retirer de précieux enseignements des efforts initialement déployés par Mobutu pour construire des réseaux de pouvoir horizontaux reliant les élites congolaises, et de son quasi « demi-tour » s'appuyant plutôt sur les réseaux de pouvoir verticaux au niveau régional et local pour rester au pouvoir pendant tant d'années⁶. C'est à ce revirement fondamental de l'assise du pouvoir du régime

⁵ Peter Evans (1995) dépeint en effet le régime de Mobutu comme un exemple classique d'un État prédateur.

⁶ Les capacités de Mobutu à rester au pouvoir étaient de toute évidence profondément influencées par la continuité des sources de support externes lesquelles étaient essentiellement fondées sur la logique de la Guerre Froide.

de Mobutu que l'on pourrait attribuer les caractéristiques des conflits qui conduiraient finalement le pays à la guerre civile, coûtant la vie à plus de quatre millions de personnes entre la fin des années quatre-vingt-dix et le début du XXI^e siècle.

2. L'Évolution de l'Économie

Il semble presque évident de remarquer qu'il est avant tout nécessaire de comprendre les forces économiques agissant au sein d'un pays pour être en mesure de comprendre le mécanisme de l'effondrement de l'État ou la possibilité de sa reconstruction. Curieusement, on constate pourtant que les discussions universitaires et politiques liées à la reconstruction de l'État dans la RDC (et dans d'autres pays) ont tendance à omettre les analyses économiques. Si la documentation disponible portant sur l'économie coloniale du Congo-Kinshasa⁷ est certes très étendue et que l'on constate qu'il existe également une documentation robuste, quoique moins exhaustive, sur l'économie du pays durant le règne de Mobutu⁸, il existe toutefois très peu d'études érudites portant sur l'économie du pays à la suite de la déchéance de l'État, notamment dans le cadre de la dernière décennie ; il est par conséquent nécessaire de s'appuyer sur les analyses provenant de la communauté en charge de la politique⁹. Curieusement, nous n'avons découvert que très peu d'études économiques portant sur le Congo-Zaïre¹⁰ dans la documentation disponible en langue française, laquelle est par ailleurs une documentation extrêmement riche.

L'économie congolaise est caractérisée par (1) une kyrielle d'activités économiques réalisées au sein du secteur dit « informel », c'est-à-dire au-delà du ressort de l'État ; (2) une logique profondément ancrée d'inégalités et de pauvreté persistante ; (3) des faiblesses chroniques au niveau du secteur agricole, où un large pourcentage de la population se livre essentiellement à une production de subsistance ; (4) des ressources minérales abondantes dans le cadre d'un secteur minier désindustrialisé et d'une production industrielle dans l'ensemble déficiente et non diversifiée ; (5) des moyens de communication et de transport inadéquats et un grand potentiel hydroélectrique, encore inexploité (Mutamba Lukusa 1999).

Le pays est enlisé dans une crise économique depuis le milieu des années soixante-dix. Si les années quatre-vingt virent une modeste relance de l'activité économique (avec un taux de croissance annuel moyen de l'ordre de 1,3 %), la période entre 1988 et 1998 fut en revanche caractérisée par un déclin économique brutal, une période de repli au niveau du commerce

⁷ Nous avons découvert des comptes-rendus détaillés de l'économie coloniale dans les travaux de Depelchin (1992), Ekpebu (1989), Hochschild (1998), Leslie (1993) et Young (1968)

⁸ Une excellente source d'informations sur l'économie de Mobutu est disponible en langue allemande (Körner, 1998) et il existe également d'importantes données dans les références citées ci-dessus et dans les travaux réalisés par Shapiro (1992), Tshibaka (1986), UNCTAD, et Young et Turner (1985). Les travaux les plus exhaustifs sur l'économie informelles et son développement dans le cadre du déclin de l'économie zaïroise se trouvent toutefois dans la documentation réalisée par Janet MacGaffey (1991, 2000) ; ces travaux constituent une lecture essentielle pour quiconque souhaitant étudier la RDC.

⁹ Il existe toutefois quelques exceptions (Jackson, 2002). Dans le cadre de la phase récente, nous nous appuyons sur les travaux internes réalisés par le FMI, la documentation de la Banque Mondiale (World Bank), le Conseil de Sécurité des Nations Unies, les rapports successifs de l'International Crisis Group, l'important rapport de Global Witness (2006) les excellentes enquêtes journalistiques de Colette Breakman (2006a). On notera également que des recherches sont actuellement en cours par le Crisis States Research Centre (Hesselbein, Mutebi and Putzel, 2006). Une importante source de données couvrant la période suivant l'indépendance dans son ensemble est également disponible auprès de la Banque Centrale du Congo.

¹⁰ Nous avons ceci sachant qu'il existe des informations dans les Cahiers Africains, que nous n'avons pas été en mesure d'étudier.

extérieur, une inflation galopante et un effondrement monétaire. Des politiques budgétaires élastiques et le gaspillage de ressources publiques sont devenues un leitmotiv au fil des ans. Les diverses tentatives visant à établir un ajustement macroéconomique avec le soutien des institutions de Bretton Woods ont toutes échoué en raison du fait que les programmes de réforme respectifs n'étaient pas adéquatement appliqués. En septembre 1991, l'effondrement de l'une des plus riches mines de cuivre de Gécamines (Kamoto) déclencha un énorme crash économique et financier. Au même moment, le pays affichait des niveaux d'endettement de plus en plus insoutenables et vit le niveau de l'aide étrangère chuter brutalement (une baisse de 41 % entre 1989 et 1990). La désintégration économique qui eut lieu au début des années quatre-vingt-dix (croissance négative, inflation galopante) entraîna de violents conflits sociaux qui se traduisirent par un véritable pillage du pays.

2.1. Trajectoire sur le long terme, sources de richesse et pauvreté persistante¹¹

Les autorités coloniales belges léguèrent au Congo une économie excessivement dépendante de l'extraction minérale et de l'agriculture de plantation. Tout au long de l'époque coloniale, le pouvoir de coercion de l'État fut employé pour mobiliser la main-d'œuvre requise par les secteurs minier et agricole, ainsi que par les services de transports et militaires. Si les autorités coloniales belges ne contribuèrent pratiquement pas au « développement humain » au sein de leur colonie, on constate toutefois que, vers la fin de l'ère coloniale, le Congo était devenu le second pays (après l'Afrique du Sud) le plus industrialisé de tout le territoire africain. L'économie extrêmement dualiste du pays signifiait que seul un pourcentage restreint de la population travaillait dans le secteur de l'exportation (traitant essentiellement le cuivre, le palmier à huile, le coton, le café et les mines) tandis que la majorité de la population survivait au moyen d'une agriculture de subsistance. (Young, 1968 ; Leslie, 1993)

Si le régime de Mobutu est généralement perçu comme un régime kleptocratique, on constate toutefois que la première décennie qui suivit l'arrivée au pouvoir de Mobutu fut une période formative de croissance économique qui permit de soutenir l'expansion de l'État (une analyse des services proposés par l'État est exposée dans la prochaine section). Le Congo commença par ailleurs à attirer de considérables investissements étrangers à la suite de la réforme monétaire lancée par le nouveau gouvernement. Le cuivre et le cobalt produits par l'ancienne Union Minière belge, rebaptisée Gécamines à la suite de sa nationalisation en 1967, constituaient les plus importantes sources de revenu du pays. Il est d'ailleurs important de noter qu'au cours des premières années du règne de Mobutu, l'aide étrangère diminua, passant de 4,54 dollars américains par habitant en 1965 à 2,71 dollars américains en 1968¹².

De nouvelles vagues de nationalisation furent déployées en 1973, puis en 1975 ; les entreprises nouvellement nationalisées comprenaient des banques, des sociétés minières, des raffineries, une usine de voitures, des moyens de transports aériens, maritimes et terrestres, des hôtels et des compagnies d'assurances (source : rapport annuel de la Banque Centrale, P. 102). Malgré tout, la production industrielle continua à s'intensifier, notamment dans les secteurs de la fusion, de la transformation alimentaire, du textile, de la fabrication de chaussures, de l'industrie chimique, de la fabrication de vélos et de la production de fil barbelé. On constate effectivement une croissance considérable au début des années soixante-dix ; c'est à cette époque que furent lancés d'ambitieux projets d'infrastructures financés par emprunt. On citera parmi ceux-ci le complexe Inga-Shaba qui comprenait une centrale

¹¹ Cette section s'appuie sur les recherches continues réalisées par Gabi Hesselbein, au Crisis States Research Centre, LSE.

¹² Les calculs d'Hesselbein se basaient sur des données de la Banque Centrale.

hydroélectrique, 2 000 kilomètres de lignes à haute tension ainsi que plusieurs sites industriels. (Körner, 1988 : 512).

Vers le milieu des années soixante-dix, le pays fut pourtant frappé par une crise économique qui allait perdurer ; selon Körner (1988), cette crise était le résultat de plusieurs facteurs, à savoir l'effondrement du prix du cuivre, la brusque augmentation du prix des huiles d'importation et la mauvaise gestion économique du régime. Le FMI entama des négociations avec le régime de Mobutu dès 1975-1976, trois ans plus tard (1978), celui-ci avait pratiquement pris le contrôle de la banque centrale, des douanes et du Ministère des Finances (Körner 1988). Un grand nombre de sociétés furent à nouveau privatisées, la monnaie nationale fut dévaluée et d'importantes suppressions furent faites dans le budget de l'État. Un vaste Programme d'Ajustement Structurel fut déployé en 1983 parallèlement à l'adoption d'un accord de rééchelonnement de la dette contractée auprès de créiteurs étrangers. Malgré le soulagement relatif apporté par l'augmentation de l'Aide Publique au Développement (APD), laquelle était essentiellement motivée par l'importance stratégique que représentait le Zaïre aux yeux des pays occidentaux, le pays s'enfonça dans une longue période de ralentissement économique. Au cours des années quatre-vingt, le PIB par habitant ne représentait plus qu'un tiers de ce qu'il avait été en 1962 ; son niveau baissa encore davantage durant les années quatre-vingt-dix (Banque Mondiale, 2006)

En 1990-1991, la fin de la Guerre Froide mit pratiquement un terme à l'APD tandis que de fortes pressions furent exercées sur le régime de Mobutu pour introduire une réforme politique (voir plus bas). Avec une inflation galopante de l'ordre de 1078% (1991), une pauvreté profondément enracinée à travers tout le territoire, affectant aussi bien les zones urbaines que les populations en milieu rural, et l'interruption des travaux visant à réformer les structures de l'économie léguées par le régime colonial, l'économie du Zaïre se retrouva au bord du précipice.

Les revenus générés par les exportations continuèrent à chuter tout au long de cette période, en dépit du fait que les exportations de diamants devinrent une plus grande source de revenus au cours des années quatre-vingt-dix (UNCTAD). Le PIB en prix constants diminua de 20 % au cours des années quatre-vingt-dix suite à la baisse de l'agriculture (-26,9%), de la manufacture (- 39,87 %) et du secteur tertiaire (- 32,91%). Seule une augmentation enregistrée par le secteur de l'extraction minière empêcha le pays de s'affaïsser encore davantage¹³. Vers la fin des années quatre-vingt-dix, la RDC se retrouva avec un revenu annuel par habitant de l'ordre de 99 dollars américain et une espérance de vie moyenne de 45 ans.

À partir de 1997, il ne restait plus grand-chose de l'État tandis que celui-ci s'évaporait sous l'avancée des forces rebelles. La majorité des sources de richesses minières étaient tombées entre les mains de personnes ayant occupé des positions d'influence au sein du gouvernement de Mobutu (voir ci-dessous) ou de groupes rebelles se disputant la suprématie du territoire. La dissolution politique du pays se reflétait dans les échanges commerciaux et les flux de ressources économiques, les gens préférant établir des liens économiques entre les sous-régions du Congo et les pays limitrophes plutôt qu'entre les régions du Congo elles-mêmes. Ce phénomène est particulièrement visible dans une étude préparée en 2001 pour le compte de l'Organisation de coopération et de développement économiques (Maton et al, 2001).

¹³ Source : Hesselbein sur la base des données de la Banque Centrale.

En 2002, l'accord de paix de Sun City fut appliqué après plusieurs années d'une « économie de guerre » et les organismes internationaux lancèrent un programme de restructuration économique qui se poursuit encore aujourd'hui. Des mesures de stabilisation amorcées par le gouvernement en mai 2001 parvinrent à mettre un terme à l'inflation galopante (faisant chuter celle-ci de 630 pourcent en 2000 à seulement 8,8 pourcent en 2001) et à stabiliser le taux de change. La croissance économique reprit en 2002 (3 pour-cent) et continua à se développer (source : Banque Mondiale).

L'aide étrangère au développement devint un facteur crucial à la survie économique du pays alors que le revenu par habitant ne s'élevait pas de manière significative au-dessus des niveaux de l'avant-guerre. Cette aide passa en effet d'un modeste 2 à 5 dollars américains par habitant en 2002, à 101,23 dollars américains par habitant en 2003, un niveau sans précédent qui correspondait au revenu national brut de cette année-là¹⁴. Partie d'un niveau de quasi-effondrement, la croissance annuelle du PIB grimpa à 5,6% en 2003 puis à 6,3% en 2004 (Indicateurs du développement dans le monde, 2006). La reconstruction du pays, rendue possible grâce à une injection massive d'aide étrangère, permit à ce taux de croissance de se maintenir. On notera par ailleurs que si la libéralisation des prix a depuis favorisé la disponibilité des produits alimentaires dans les principales villes du pays (source : Banque Mondiale), le Congo reste toutefois déficitaire au niveau de la production alimentaire. Les cultures itinérantes et l'agriculture de subsistance occupent encore aujourd'hui une grande place et, en termes structurels, le secteur agricole n'a connu aucun changement majeur depuis l'indépendance du pays.

2.2. Économie informelle et informalisation de l'activité économique

Le développement peut être *partiellement* compris comme l'expansion de l'économie officielle ou de diverses activités économiques réalisées sous le ressort de l'État, régies par des arrangements institutionnels officiels sous forme de contrats, de réglementation et de fiscalité et la diminution des activités ne relevant pas du ressort de l'État. Bien entendu, de par sa nature, il est extrêmement difficile de documenter et d'évaluer l'activité économique informelle. Il est utile de rappeler ce qu'écrit Wyatt MacGaffey à ce sujet dans le cadre de l'économie zairoise : « Selon les statistiques officielles ... il est nécessaire de conclure que la majorité de la population mourut de faim il y a quelque temps » (MacGaffey 1982 : 103). La crise économique qui débuta après 1974, associée aux divers programmes d'austérité imposés par le FMI et la Banque Mondiale et à la dévaluation brutale et continue du franc congolais, se traduisit par une forte diminution du secteur officiel et par l'expansion de toute une gamme d'activités informelles. Comme nous le verrons plus bas, ce phénomène eut de lourdes conséquences sur la forme de l'État et sur les politiques de la fin des années Modubu et au-delà.

En 1978, la production nationale avait chuté de 17% par rapport au niveau qu'elle atteignait en 1974, tandis que les importations avaient dégringolé de 50%. Le secteur de la manufacture fonctionnait à seulement 40 % de ses capacités, l'inflation atteignait presque 100% ; les salaires réels ne représentaient plus qu'un quart de leur niveau de 1970. C'est dans ce contexte que la « seconde économie » remplaça l'activité économique officielle, comme le décrit Janet Mac Gaffey (MacGaffey 1991). Les gens commencèrent à prendre des initiatives. Au fur et à mesure que l'État devint de moins en moins capable de fournir des services publics en matière de santé, de transport, de construction et d'enseignement, des intervenants

¹⁴ Source : Hesselbein sur la base des travaux de recherches continus du CSRC.

ne dépendant pas du ressort de l'État firent leur apparition et commencèrent à combler les brèches. MacGaffey (1991) signale que sur une main-d'œuvre estimée à quatre millions de travailleurs, seul un million de personnes touchait un salaire dans le cadre de l'économie officielle.

Selon une enquête réalisée en 1986 sur les revenus et les dépenses des foyers de Kinshasa, 25% des revenus ménagers provenait de salaires officiels, tandis que 29% venaient de sources inconnues, essentiellement illicites et décrites comme le système du « je me débrouille », le reste étant composé de cadeaux, rentes, épargne etc (Hayoux et al 1986, P. 36-37). Ce remarquable fossé entre les salaires perçus et les revenus requis pour mener un train de vie relativement modeste, se traduit par le fait que la principale activité des fonctionnaires à tous les niveaux hiérarchiques (il s'agissait par ailleurs d'une activité de longue haleine) consistait à obtenir leur salaire, dans la mesure où celui-ci n'était pas souvent versé, puis de renforcer d'une manière ou d'une autre ce salaire à raison de cinq à vingt pour-cent. Dans la mesure où un roulement régulier des postes les empêchait de développer des entreprises économiques, les représentants gouvernementaux profitaient de leur position pour prélever des honoraires en échange des services fournis, alors que ceux-ci étaient théoriquement gratuits. Ce phénomène constitue le cœur de la « corruption publique » que l'on rencontre encore aujourd'hui sous diverses formes (Young et Turner, 1985 et Schatzberg, 1988).

Dans la mesure où l'État avait effectivement adopté une position de repli à partir du milieu des années soixante-dix, d'énormes quantités de revenus furent perdues au profit des activités de contrebande et de l'exportation frauduleuse des matières premières. Depuis les années soixante-dix, on estime que près de 30 à 60 % des cultures de café ont été exportées frauduleusement ; ce commerce illégal du café aurait coûté à la RDC près de 350 millions de dollars entre 1975 et 1979 (Revue économique trimestrielle, Rwanda et Burundi, 1980). En 1979, les diamants exportés illégalement correspondaient, en carats, à 68% de la production officielle (5,5 millions de carats furent exportés frauduleusement ; la production officielle s'élevant à 8,06 millions), représentant une perte de près de 59 millions de dollars. Le cobalt et l'ivoire étaient également exportés illégalement en énormes quantités (Bezy et al. 1981, p. 172).

En 1983, des réformes fiscales et des mesures de libéralisation furent mises en place pour légaliser la production artisanale d'or et de diamants et des comptoirs sous licence furent établis pour réglementer leur achat. Cette mesure réussit apparemment à réduire la contrebande de diamants, dans la mesure où les exportations officielles de diamants augmentèrent considérablement, allant jusqu'à tripler entre 1983 et 1987. Les exportations officielles d'or augmentèrent également dans un premier temps mais commencèrent très vite à diminuer. Les données du Kivu et du bas Zaïre montrent qu'une plus grande quantité d'or était passée en contrebande qu'exportée officiellement. Cependant, cette réforme ne fut pas appliquée dans les zones rurales où les contrôles de prix restèrent en vigueur ; dans ces zones, les cultures commerciales continuèrent à être exportées illégalement en énormes quantités pour obtenir des prix plus élevés et se procurer des matières premières plus rares (MacGaffey, 1991).

Au début des années quatre-vingt-dix, les transactions non enregistrées et illicites de l'économie informelle de la RDC étaient estimées à trois fois la taille du PIB officiel (MacGaffey, 1991, p.11). À l'heure actuelle, la situation s'est à peine améliorée. De nombreuses études soulignent l'existence d'exportations transfrontalières illicites. Des recherches entreprises en 2005 et en 2006 ont notamment confirmé le transfert illicite de

minéraux à travers la frontière de la RDC et de la Zambie, facilité par le fait que des représentants gouvernementaux ou des responsables de la sécurité acceptent des certificats falsifiés ou inexacts ou agissent en connivence avec les sociétés de négoce pour éluder les procédures de contrôle. D'importantes quantités de minéraux quittent ainsi le pays sans être déclarées, représentant une énorme perte pour l'économie congolaise (mais un gain considérable pour un nombre restreints d'acteurs très puissants). Selon une source locale, au moins trois quarts des minéraux quittant le Katanga à la fin de l'année 2005 étaient exportés illégalement. (Global Witness, 2006: 4).

Le nombre d'emplois proposés par l'économie officielle a considérablement diminué au fil du temps, l'effondrement de Gécamines entraînant une réduction massive des emplois officiels. Aujourd'hui, sur près d'un million de travailleurs employés dans le secteur minier (dont 150 000 ou davantage sont situés au Katanga), seuls 35 000 sont déclarés auprès des autorités fiscales. (Braeckman 2006). Les conditions de travail dans les mines artisanales sont extrêmement dures ; non seulement les mines ne comportent pas de mesures de sécurité mais l'État et les sociétés minières n'investissent pas dans la santé et la sécurité des ouvriers ; ce secteur est également victime d'une culture d'abus perpétuée par les fonctionnaires de tous les niveaux hiérarchiques lesquels extirpent des paiements auprès des ouvriers miniers ; cette situation a été dénoncée par Global Witness (2006) comme un système de « corruption institutionnelle ».

Le document Stratégie Provisoire de Réduction de la Pauvreté estimait qu'en l'an 2000, les emplois officiels ne représentaient que 2% de la population globale, 4% de la main-d'œuvre et 8% de la population active masculine (en 1960, ces chiffres atteignaient respectivement 8, 18 et 35%) (source : rapport de la Banque Mondiale, 2006a). À Kinshasa, près de 90% de la population travaille dans le secteur informel (Banque Mondiale 2006a). L'économie de la RDC est essentiellement informelle. Dans cette optique, il sera par conséquent crucial de bien comprendre comment fonctionne ce système pour être en mesure de concevoir des stratégies appropriées visant à encourager la croissance et réduire la pauvreté.

2.3. Stagnation et détérioration du secteur agricole

S'il a longtemps été dit que le secteur agricole de la RDC avait le potentiel de devenir le grenier à grain de l'Afrique, on constate que les représentants gouvernementaux ne sont pas parvenus à mettre en place d'importants changements structurels depuis l'indépendance et que le pays continue à importer de la nourriture (Bokamba, 1986). La production agricole a stagné ou baissé de façon constante tandis que les infrastructures et les équipements, mal entretenus, se sont progressivement endommagés. Les fonds d'aide au développement déployés par l'intermédiaire d'organismes gouvernementaux et couvrant les produits agricoles dans le cadre du programme américain PL 480, furent dérobés par certains représentants de l'État occupant des postes bien en vue.

Dans l'ensemble, la performance du secteur agricole était catastrophique, la croissance de la production des denrées de consommation courante ne parvenant pas à suivre le rythme de croissance estimée de la population depuis le début des années 70. La croissance de ce secteur (englobant à la fois l'agriculture commerciale et l'agriculture de subsistance) était par conséquent particulièrement lente depuis l'indépendance. En 1992, exception faite de certains produits comme le café, les fèves de cacao et les arachides, les produits agricoles n'atteignaient pas les niveaux de production enregistrés avant l'indépendance. L'agriculture de subsistance employait près de 60% de la population active du pays. Toutefois, ne disposant

d'aucun outil technologique adéquat, les paysans congolais n'étaient pas en mesure de produire suffisamment pour satisfaire aux besoins croissants des zones urbaines. En 1970, ce secteur contribua 16,6 pour-cent du PIB. En 1980 ce chiffre avait grimpé à 18,9 pour-cent et en 1986 à 20 pour-cent. On notera cependant que cette hausse était davantage liée à la baisse d'autres secteurs qu'à des progrès réalisés dans le domaine agricole dans la mesure où la valeur de la production agricole diminuait en chiffres absolus, dans le contexte de l'inflation galopante du pays (Leslie, 1993, pp.126-28).

La Banque Mondiale commença à critiquer, dès 1975, le manque de priorité accordé par le gouvernement aux investissements agricoles ; en 1982, la Banque aida le Congo à mettre en œuvre un plan de relance visant à augmenter l'autonomie alimentaire du pays ; ce plan comportait des programmes de privatisation du secteur, de libéralisation des politiques de fixation des prix ainsi que le lancement de services d'appoint et d'activités marketing de meilleure qualité. Même si les prix furent effectivement libéralisés et que le secteur privé se vit accorder un plus grand rôle, les programmes déployés par la suite par les donateurs en collaboration avec le Ministère de l'Agriculture congolais ne parvinrent pourtant pas à créer de changement significatif. En fait, un rapport préparé pour la Banque Mondiale (2006a :10) remarquait au contraire que l'ajustement structurel du secteur agricole s'était empressé de démanteler les systèmes de distribution et de marketing gérés par l'État sans avoir pris le temps de développer préalablement d'autres options, ce qui eut pour conséquence d'accélérer l'effondrement du secteur agricole.

En outre, on peut partiellement attribuer les problèmes rencontrés par le secteur agricole aux systèmes de transport local, qui se détériorèrent après l'indépendance. Le régime de Mobutu fit en effet très peu d'efforts pour maintenir ce système en bon état ; le secteur des transports fut en grande partie décapitalisé au fur et à mesure que les producteurs n'avaient plus accès aux marchés. On constate par ailleurs que la taille des cultures vivrières, des élevages d'animaux et des productions de culture d'exportation traditionnelles diminua au cours des cinq premières années des années 90.

Aujourd'hui encore, le secteur agricole fait l'objet d'une grande indifférence malgré le fait qu'il renferme un énorme potentiel en termes de développement de la production dans le cadre d'une population urbaine en pleine expansion et au niveau des cultures industrielles à fort rapport économique. Ce secteur pourrait en effet fournir la solution pour développer diverses activités de transformation alimentaire, si les donateurs et les représentants gouvernementaux concevaient l'agriculture à la manière dont celle-ci est par exemple exploitée au Chili ou en Malaisie.

Dans le cadre de la plus importante étude réalisée sur l'agriculture au cours des dernières années, la Banque Mondiale souligne l'urgence de revitaliser le secteur agricole, et plus particulièrement le secteur des cultures vivrières¹⁵. Outre la solution qu'elle pourrait apporter à ce qui constitue, selon toutes les indications disponibles, un tragique problème alimentaire au niveau des populations pauvres des zones urbaines et rurales¹⁶, le délaissement de la

¹⁵ Le rapport de la Banque (2006a) souligne la médiocrité des données disponibles concernant l'agriculture ainsi que le quasi-effondrement des fonctions gouvernementales de surveillance et d'établissement de statistiques sur plus d'une décennie.

¹⁶ 16 La Banque Mondiale (2006a: 15) rapportent que « deux-tiers de la population, c'est-à-dire plus de 35 millions de personnes, n'ont pas suffisamment à manger pour satisfaire à leurs besoins caloriques quotidiens minimum ».

production agricole au profit de la reconstruction du secteur minier créera les conditions classiques du « syndrome hollandais », dans la mesure où les revenus générés par les ressources naturelles permettront d'augmenter les importations alimentaires, affaiblissant encore davantage l'intérêt accordé au secteur agricole (Banque Mondiale, 2006a).

Nous n'avons découvert aucune autre étude significative du secteur agricole réalisée au cours des dernières années, cette absence de documentation reflétant peut-être le manque de priorité accordé à la production par la plupart des organismes de développement et par l'Union Africaine au cours des dernières années.

L'exploitation minière, les minéraux et le problème de la désindustrialisation.

L'expérience de Gécamines témoigne du vaste processus de désindustrialisation qui affecta la RDC au cours des deux dernières décennies. Tout au long des années où Mobutu était au pouvoir, Gécamines, bien que soumise à l'utilisation abusive des représentants de l'État, resta instrumentale à l'économie congolaise et aux revenus de l'État. En 1989, Gécamines représentait en effet 85% des revenus d'exportation du Congo (par rapport aux 60% fournis par l'UMHK en 1960) et 42% des revenus publics ; grâce à ces résultats, Gécamines était devenue l'entreprise la plus importante du Congo. Dans les années 90, la situation financière de Gécamines se détériora en raison de plusieurs facteurs, comprenant notamment la dégradation des infrastructures et de l'équipement, l'effondrement de la mine de Kamoto et l'éclatement d'émeutes ethniques à Shaba. Tous ces facteurs se traduisirent par une baisse de la production, laquelle passa de 440 848 tonnes de cuivre et 54 043 tonnes de zinc en 1989 à seulement 32 412 tonnes de cuivre, 2 515 tonnes de zinc et 3 631 tonnes de cobalt en 1994. « Selon les estimations du FMI, en 2004, l'extraction diamantaire artisanale généra un record 22,1 millions de carats, tandis que la production des compagnies minières industrielles officielles s'élevait à 8,8 millions de carats ». (source : EITI 2006).

En début de siècle, la Banque Mondiale (2006) souligna le besoin de restructurer les entreprises publiques en difficulté, et en particulier Gécamines, en établissant des partenariats avec des entreprises privées afin de pouvoir rétablir la production. Ce programme prévoit notamment le départ à la retraite de certains employés et la reconversion d'autres ainsi que la restructuration de la société avec l'aide de consultants étrangers. On notera toutefois que les agences gouvernementales ont entre-temps vendu la plupart des actifs de la société, menaçant la viabilité du plan de restructuration tout entier (Braeckman 2006a ; Global Witness, 2006).

Gécamines ne détient plus par exemple la mine à ciel ouvert, particulièrement prospère, de Luiswishi près de Lubumbashi, celle-ci ayant été vendue à George Forrest, un homme d'affaires belge dont la famille mène des activités commerciales en RDC depuis 1922¹⁷. Plusieurs autres mines autour de Kolwezi ainsi que diverses usines à Likasi ont également été vendues à divers opérateurs privés. On citera à titre d'exemple que l'American Mineral Fields, la société australienne Russel Resources et la Ridgepointe Overseas du Zimbabwe, qui financèrent toutes les trois la campagne militaire de Laurent-Désiré Kabila, puis la reconstruction politique et administrative de la RDC, détiennent des accords d'exploitation pour trois sites de Gécamines, ainsi que pour les ressources minières de Mongbwalu dans la province nord-est d'Ituri et des concessions de diamants à Kisangani¹⁸.

¹⁷ Voir Entreprise Générale Malta Forrest, site web officiel : <http://www.egmforrest.com/uk/histo.html>

¹⁸ Voir Corporate Knights 2006 ; Global Witness 2006 ; Braeckman, C. (2006a)

L'International Finance Corporation (IFC), l'organe financier de la Banque Mondiale chargé des opérations avec le secteur privé a fourni des fonds pour une étude de faisabilité réalisée par Adastra, une société minière canadienne basée au Royaume-Uni, qui est en train de mettre en place un projet de cuivre et de cobalt à Kolwezi. En octobre 2005, l'IFC exerça son option et détient désormais une part de 7,5 % dans le projet d'Adastra. En avril 2006, Adastra fut rachetée par First Quantum, une autre entreprise minière canadienne (Global Witness, 2006). Le projet de Kolwezi est particulièrement digne d'intérêt car il représente le tout premier investissement de l'IFC (qui finance des projets du secteur privé dans des pays en voie de développement) dans la RDC ; cependant, il est encore trop tôt pour savoir si l'IFC investira dans d'autres projets miniers dans le pays (Global Witness, 2006).

Les sites détenus par Gécamines comprennent Kakanda/Kambove (cuivre), conjointement avec l'International Panorama Resources Corporation ; Kamfundwa (cuivre) conjointement avec l'Harambee Mining Corporation et Sogemin ; Kamoto (cuivre) ; Kipushi (cuivre, or et zinc) conjointement avec Adastra Minerals Inc et la Zinc Corporation of South Africa Ltd ; Kolwezi (cuivre) ; Kov (cuivre) ; les fonderies de cuivre de Lubumbashi et les raffineries de cuivre de Shituru. Selon les informations obtenues, la société détiendrait encore des réserves considérables de minerai cuprifère (56 millions de tonnes de métal contenu), de cobalt (4 millions de tonnes), de germanium (3,4 millions de tonnes) et de zinc (6,4 millions de tonnes).

Lorsque le gouvernement transitoire prit le pouvoir, la Banque Mondiale préconisa la privatisation rapide de tous les actifs de l'État. Des efforts de privatisation furent aussitôt déployés sur la base d'informations curieusement médiocres (Hesselbein, Mutebi et Putzel, 2006) toutefois ceux-ci n'auront peut-être pas servi à grand-chose si ce n'est à légitimer la vente des actifs de l'État à des intérêts nationaux et étrangers d'une manière qui a peut-être contribué à affaiblir les programmes de reconstruction sectorielle, comme notamment ceux du secteur minier décrits ci-dessus.

En 2003, la RDC adhéra au Processus de Kimberly (système de certification des diamants) et en 2005, elle rejoint l'Initiative pour la transparence dans les industries extractives (ITIE). Un comité national fut mis sur pied pour garantir le respect aux normes de l'ITIE ; la mission de ce comité consiste également à améliorer le niveau de responsabilisation du secteur, à réduire les activités de contrebande, à faire appliquer le nouveau code minier et à restructurer le secteur¹⁹. La commission Lutundula, une commission spéciale de l'Assemblée Nationale, a réalisé un rapport évaluant la légitimité des contrats miniers et des accords relatifs à d'autres activités conclus entre les années 1996 et 2003. La manière dont la nouvelle Assemblée Nationale traitera les résultats de la commission reste encore à déterminer (Conseil de sécurité des Nations Unies, 2006 ; Human Rights Watch, 2006).

Tout effort visant à concevoir des structures réglementaires et incitatives garantissant que l'État retire des revenus substantiels à partir des ressources naturelles du pays, devra prendre en compte les recommandations de la commission Lutundula, notamment dans le cadre de la résiliation ou de la renégociation de contrats et de la poursuite judiciaire de toute personne coupable de corruption.

¹⁹ Voir : http://www.eitransparency.org/section/countries/_democraticrepublicofcongo

3. ASCENSION ET DÉCLIN DE L'ÉTAT

Pour bien comprendre l'histoire politique de la période qui suivit l'indépendance de la RDC, il est nécessaire de réinterpréter celle-ci à la lumière des mécanismes de l'effondrement de l'État qui furent amorcés dans les années quatre-vingt-dix. La plus grande partie des vastes travaux érudits entrepris durant le règne de Mobutu Sese Seko portait sur l'analyse critique de l'ascension au pouvoir de l'autorité dictatoriale, l'étude anatomique de la corruption des élites, la documentation de la complicité de parties étrangères dans le maintien de la dictature et des efforts visant à comprendre les singularités de l'autorité personnelle de Mobutu. La relecture de ces documents à la lumière du contexte actuel, accompagnée de nouvelles questions (pourquoi l'État congolais *survécut-il* pendant trente ans sous le pouvoir de Mobutu ? Sur quoi reposait ce qui nous paraît désormais être une période de paix relative plutôt longue à travers la plus grande partie du territoire de la RDC actuelle ?) peut s'avérer utile pour instruire les débats concernant les orientations possibles pour instituer le changement aujourd'hui, après une période de guerre civile destructive.

Avec le recul, il est possible de percevoir les années Mobutu comme une ère de formation de l'État avortée. Les flux et les reflux du pouvoir de l'État tout au long de la période suivant l'indépendance du Congo peuvent quant à eux être considérés comme la tension permanente existant entre l'établissement d'une élite « congolaise » unifiée ayant un point de référence à Kinshasa, la création d'institutions visant à exercer un pouvoir centralisé sur tout le territoire et la mise en place d'un processus d'« autonomisation », pour reprendre le terme utilisé par Peemans (1997) ; ce processus permettait aux élites de formuler et d'employer des arrangements institutionnels basés sur un système d'identités sous-nationales (fondées sur des faits historiques ou inventées de toutes pièces), basées sur l'ethnicité (le tribalisme), la région ou la langue. Lorsque les organismes de l'État central se révélaient trop faibles pour exercer un contrôle sur les ressources ou pour user de leur pouvoir de coercition, divers organismes, réseaux ou groupes provinciaux et régionaux privilégiant d'autres formes d'arrangements institutionnels venaient combler les lacunes et étendre leur pouvoir.

En nous appuyant sur le plus important travail érudit disponible et en privilégiant les études réalisées en langue française, nous nous pencherons dans cette section sur l'évolution des réseaux de pouvoir opérant au sein de l'État congolais, sur la manière dont la base de l'exercice de l'autorité publique changea au fil du temps et sur la façon dont la trajectoire économique évoquée plus haut détermina ce processus à des moments stratégiques et la manière dont celui-ci influença la direction prise par le changement économique. Nous examinerons ensuite à tour de rôle les principales dimensions des fonctions de l'État dans le cadre du maintien de la sécurité et de la prestation de services publics avec un accent particulier sur les secteurs de l'éducation et de la santé.

3.1. L'héritage colonial : une base pour la création d'un État et non pas d'une nation

Si l'analyse de l'histoire précoloniale et coloniale de la RDC n'entre pas dans le cadre de notre étude, il convient toutefois de rappeler que le régime colonial belge, célèbre pour son paternalisme et sa violence (Hochschild, 1998), tenta d'imposer une autorité centralisée sur ce qui avait été avant l'arrivée des colonisateurs une société dirigée par des « hommes forts » locaux (Willame, 1994) dans le cadre de laquelle intervenaient des réseaux composés de petits groupes ethniques et tribaux caractérisés par une mobilité territoriale (Vansina, 1991). Comme ceci fut également le cas dans d'autres territoires coloniaux en Afrique, les autorités coloniales belges créèrent de robustes chefferies, là où il n'y en avait jamais eu auparavant

(Willame 1997 ; Braeckman, 1996) ; les colonisateurs entreprirent également de transplanter des groupes ethniques coopératifs d'une région à une autre (comme par exemple dans le cas des Kasaiens au Katanga) (Nkamany A Baleme, 1997) et encouragèrent les distinctions tribales des populations dans le but de consolider l'autorité coloniale. En outre, le régime belge ne permit pratiquement aucune forme d'organisation sociale mises à part celles basées sur les tribus et l'ethnicité ; ce dernier facteur eut un effet déterminant sur la configuration de la scène politique après l'indépendance.

Si le régime colonial réussit à créer une administration étatique relativement centralisée, il ne laissa cependant aucune place au développement d'une nation. Dans la mesure où les syndicats et les partis politiques étaient strictement interdits tout au long de l'époque coloniale, de multiples associations tribales (comme par exemple CONAKAT, ABAKO, BALUBAKAT, UNIMO) devinrent d'importants centres de mobilisation politique durant la lutte pour l'indépendance (Nkamany A Baleme 1997). Au moment de l'indépendance, le « nationalisme » congolais qui s'opposa au pouvoir colonial avait par conséquent une forte empreinte ethnique, à tendance parfois séparatiste. Pour beaucoup d'aspirants au pouvoir gouvernemental, le but ne consistait pas seulement à obtenir l'indépendance pour le pays, il leur fallait également privilégier leur propre groupe ethnique au sein du régime post-colonial.

1960-1965 : La Première République

Lorsque le pays acquit l'indépendance, le *nationalisme* de Lumumba et le *fédéralisme* (ou *tribalisme*) représenté par divers leaders régionaux constituaient les deux idéologies opposantes (Nkamany A Baleme 1997 : 73, Bakajika 1997 : 32). À la suite de la victoire des nationalistes dirigés par Lumumba aux élections générales de 1960 (les leaders régionaux ne disposaient que d'une source d'influence limitée), la Première République fut caractérisée par de longs affrontements entre les nationalistes et les fédéralistes (tribalistes) lesquels donnèrent lieu à toute une série de conflits et de rébellions. Il existait au départ trois centres politiques (Diangitukwa 2001 : 28f.) : (1) celui de Léopoldville dirigé par le Président Kasa-Vubu (un nationaliste modéré) et le Premier Ministre Lumumba (un nationaliste radical) ; (2) la sécession de Katanga menée par Tshombe (un fédéraliste) et appuyée par la Belgique ; et (3) la sécession du Sud de Kasai menée par Kalonji (un fédéraliste), également soutenue par la Belgique. Lorsque Lumumba fut dépouillé de ses pouvoirs et que les mouvements sécessionnistes furent supprimés, les tensions entre les nationalistes modérés et les « Lumumbistes » radicalisés dirigés par Antoine Gizenga affaiblirent le mouvement nationaliste et provoquèrent une rébellion dans la province Orientale (1964). Le réseau politique ayant le plus grand poids entre les années 1960 et 1965 était le groupe Binza ; ce groupe soutenait les nationalistes modérés (tels que Mobutu, Ndele, Bomboko, Kandolo et Nendeka) et jouissait du soutien actif du monde occidental, dont les intervenants cherchaient à empêcher la propagation du communisme en Afrique et à protéger leur accès aux matières brutes produites par le Congo (Diangitukwa 2001 : 57ff.)²⁰. Ayant énormément influencé l'orientation prise par la Première République, le *groupe Binza* plaça le général Mobutu à la tête du pays le 24 novembre 1965 (avec le soutien des États-Unis d'Amérique et de la Belgique).

²⁰ Time magazine (1963) décrit le groupe Binza, qui tire son nom de la banlieue de Léopoldville où l'on dit que celui-ci se réunit en 1960 pour planifier le renversement de Lumumba, comme une « bande d'hommes forts anticommunistes ».

1965-1974 : Le projet de formation de l'État de Mobutu

Au cours de la première décennie de son mandat, le régime de Mobutu sembla s'engager dans un projet politique modernisateur (Willame 1992 : 26f.). Dans le souci de combler les divisions de la Première République, son administration réduisit le nombre de provinces, supprima l'autonomie de celles-ci et introduisit une politique de mutation des cadres visant à déployer les cadres administratifs dans des régions dont ils n'étaient pas originaires (Nkamany A Baleme 1997 : 63ff.). En 1967, Mobutu créa le Mouvement Populaire de la Révolution (MPR)(déclarant par la même occasion que celui-ci constituait l'unique parti politique de la nation) (Braeckman 1992: 168). Ce parti devint l'État de facto, englobant non seulement toutes les organisations administratives aux niveaux central et provincial mais également les syndicats, les mouvements de jeunes et les organisations d'étudiants.

Peemans (1997: 91) soutient que la constitution de « réseaux d'intermédiation modernisatrice » fut un facteur plus important encore que l'établissement d'un parti unique ; c'est en effet à travers ces réseaux que tout un éventail d'officiers militaires, de politiciens, de syndicalistes, d'intellectuels et de cadres furent soigneusement sélectionnés et cooptés dans le nouveau régime. Au cours de cette période, le secteur public se développa rapidement et de grands projets industriels furent mis en œuvre entraînant la création d'une classe de fonctionnaires ; on notera toutefois que ceux-ci furent sans doute recrutés plus en raison de leur allégeance et de leur subordination envers le Chef d'État que de leur capacité à mener à bien leurs fonctions gouvernementales. Le *groupe Binza* conserva sa place au cœur du pouvoir de l'État (dans la mesure où toutes les organisations gouvernementales comportaient des membres du groupe) et les candidats nouvellement cooptés, en particulier les fonctionnaires du MPR (Diangitukwa 2001 : 91f.) furent intégrés dans les rouages du régime. Mobutu conserva sa fonction de Général, assurant ainsi au réseau le soutien continue des Forces Armées Zaïroises (FAZ).

La période de 1965 à 1974 vit le développement de liens d'appartenance « horizontaux » parmi les membres des élites congolaises cherchant à consolider leur assise économique et leur prestige social en se servant du discours de l'État-nation modernisateur (Peemans 1997 : 92). Cette stratégie renforça leur pouvoir face aux pouvoirs traditionnels qui avaient repris une certaine force au travers de la crise de la Première République.

Les actes du régime de Mobutu dans le cadre des droits de citoyenneté et des droits fonciers illustrent bien la situation. Au moment de l'indépendance, le statut du peuple Banyarwanda installé dans les Kivus depuis de longues années n'était toujours pas résolu et leur citoyenneté était à présent questionnée par les pouvoirs tribaux Hunde. Cette situation provoqua initialement des actes de violence au cours des années 1963-1964, puis, à l'arrivée dans la région des réfugiés ayant fui le massacre de près de 200 000 Hutus au Burundi en 1972, la violence contre les populations du Kivu parlant le Kinyarwanda reprit à l'instigation des Hundes et d'autres pouvoirs traditionnels. Mobutu prit position contre les pouvoirs traditionnels d'une certaine manière en introduisant en 1972 le décret de citoyenneté ; ce décret était une loi inclusive reconnaissant la plupart de la population Banyarwanda comme des citoyens du Zaïre. En 1973, la loi sur la propriété foncière adoptée par Mobutu nationalisa toutes les terres ; cette loi fut généralement perçue comme une mesure visant à marginaliser les pouvoirs traditionnels (Mamdani, 2001 : 242-43). Dans l'ensemble, la recherche d'autonomie d'une sorte de « réseau horizontal » de l'élite modernisatrice correspondait à la phase de ce qu'appelle Young (1994) la tentative de construction d'un « État intégral ».

1974-1980 : Déplacement du centre de gravité de l'État de Mobutu

Young, déclara toutefois que cet « État intégral » allait bientôt se transformer en une « illusion brisée ». À partir du milieu des années soixante-dix, le Zaïre se détourna de sa stratégie modernisatrice pour se transformer progressivement en ce que Willame (1992 : 14ff.) et Braeckman (1992 : 137ff.) ont appelé une « monarchie absolue ».

La phase 1974 à 1980 est complexe. Tandis que la croissance économique de la période précédente touchait à sa fin, le régime de Mobutu renforça la pénétration de la société zaïroise en développant des réseaux personnalisés (Peemans 1997 : 92f.). Tout au long de la « zaïrianisation » de l'économie (1973-1974), le régime redistribua les biens de l'ancienne bourgeoisie coloniale à des « bénéficiaires » spécialement sélectionnés (cette politique fournit au régime de Mobutu par la même occasion une nouvelle base clientéliste). Si une telle redistribution n'aurait peut-être pas en elle-même affaibli le projet modernisateur du régime, la crise économique entrava l'expansion des contrats du secteur public, interrompant le processus d'expansion de la nouvelle hiérarchie de fonctionnaires « modernes ». Alors que l'expansion des réseaux « modernisateurs » connaissait un net ralentissement, les membres de l'élite « modernisatrice » n'étaient plus en mesure de s'imposer face aux pouvoirs traditionnels.

Cette évolution donna lieu aux « réseaux de pénétration ethno-centralisatrice » qui permirent à Mobutu de maintenir le contrôle sur le pays malgré les difficultés de l'appareil d'État « moderne » (Peemans 1997: 93). Le pouvoir de Mobutu fut consolidé par la multiplication des réseaux « verticaux » d'influence où la dimension ethnique et régionale prit une plus grande importance. Les personnes originaires de la région d'attache de Mobutu, à savoir l'Équateur (et notamment les personnes appartenant au groupe ethnique de Mobutu, c'est-à-dire les Ngbandi) jouissaient d'une position privilégiée (Nkamany A Baleme 1997 : 81f.). Alors que l'accès aux postes de la fonction publique avait été lié à un système de quota régional au cours des premières années du régime, à partir de 1976, cette règle n'était plus applicable à la région de l'Équateur. À partir de cette date, la région de l'Équateur fournissait régulièrement un nombre disproportionné de ministres et la majorité des postes militaires de hauts rangs et la quasi-totalité des fonctions au sein des services de sécurité étaient pourvues par des originaires de cette région. Mobutu eut toutefois l'intelligence de maintenir un certain équilibre ethnique et régional dans son entourage. On notera en effet que les « patrons » des divers réseaux clientélistes (qui faisaient l'objet d'un processus de rotation périodique) comprenaient des représentants de pratiquement toutes les régions et ethnies (Peemans 1997: 93).

Diangitukwa (2003: 99) a soutenu que l'adoption de la « zaïrianisation » de l'économie coïncidait avec, ou caractérisa la construction d'un « État patrimonial ». Le *groupe Binza* avait tissé une toile de réseaux clientélistes particulièrement complexe, un véritable « système Mobutu » (Willame 1992 : 13ff.) dans le cadre duquel l'argent et le pouvoir étaient liés de manière intrinsèque. L'accès aux ressources du pays était entièrement contrôlé par Mobutu en personne. Grâce à l'accès direct aux entreprises appartenant à l'État (notamment dans le cas de Gécamines et de Sozacom) et à la Banque Centrale dont bénéficiait le régime, des retraits d'argent étaient fréquemment effectués, échappant à tout contrôle. Cette pratique prédatrice n'était pas uniquement motivée par un enrichissement personnel, elle visait également à « acheter » des sources de soutien nationales et internationales. Le pouvoir et l'argent au Zaïre étaient par conséquent soumis à une redistribution à la fois verticale et horizontale et servaient à garantir la stabilité du système même lors de la période de déclin économique.

Le pillage systématique des ressources du pays n'enrichit pas uniquement Mobutu et son entourage immédiat, il fit également profiter toute la classe politique du pays. Le « système Mobutu » était bâti sur quatre piliers (Willame 1992 : 39ff.) : (1) le MPR représentant le parti d'un État unique (2) une multitude de services de sécurité garantissant l'efficacité du système de contrôle et de répression (comme notamment le Centre national de recherches et d'investigations, le Service national d'information, le Service national d'intelligence et de protection, le Service d'action et de renseignements militaires comme le CNRI, SNI, SNIP, CADER), (3) l'armée nationale (FAZ) composée d'un nombre d'unités de haut niveau, et plus particulièrement la garde présidentielle ; et (4) l'administration nationale servant d'instrument pour l'enrichissement personnel de fonctionnaires par ailleurs mal rémunérés.

1980-1990 : L'« autonomisation » de l'élite accompagnant le déclin de l'État

Tout au long des années quatre-vingt, la capacité de mobilisation et de redistribution des ressources nationales à travers l'appareil de l'État zaïrois s'amenuisa fortement, en raison notamment de la crise économique persistante et des contraintes imposées par l'ajustement structurel (Peemans 1997 : 93f.). Une partie importante de l'élite chercha dès lors à obtenir des moyens d'enrichissement personnel dépendant moins de l'État central et de ses capacités (décroissantes) de redistribution. Ces stratégies « indépendantes » d'accumulation des biens nécessitaient des relations d'une meilleure qualité avec les pouvoirs traditionnels du pays. Ces derniers conservaient en effet le contrôle de la distribution des ressources foncières dont la privatisation, dans les zones rurales et périurbaines, était une composante majeure de l'accumulation privée. Dans l'ensemble, ceci indiquait une autonomie potentielle par rapport au pouvoir de Mobutu. Ces événements coïncidèrent avec l'arrivée sur la scène politique de l'UDPS (Union pour la démocratie et le progrès social) menée par Tshisekedi ; ce parti (fondé en 1980) représentant l'opposition commença (malgré le fait qu'il ait été initialement jugulé et coopté par le régime) à transformer le paysage politique du pays (Willame 1992: 121ff.).

L'une des plus importantes sources de légitimité d'un État est toutefois sa reconnaissance par la communauté internationale des États. Mobutu parvint à maintenir sa suprématie sur le pays en dépit des divers développements qui se déroulèrent au cours de cette période en réaffirmant son statut d'interlocuteur incontesté par le monde occidental en matière de négociations (Peemans 1997: 93). Ce statut lui permit de manipuler les flux d'aide extérieure qui continuèrent à couler jusqu'à la fin des années quatre-vingt, notamment grâce aux appuis accordés périodiquement par le FMI et la Banque Mondiale. Dans l'ensemble, le régime de Mobutu continua à contrôler la toile complexe de réseaux clientélistes. Bien que les cas de corruption et de méfaits atteignirent leur paroxysme dans les années quatre-vingt (Dungia 1992 : 73-74, Diangitukwa 2001 : 117), « l'autonomisation » des réseaux clientélistes, pour reprendre le terme de Peemans, resta quant à elle limitée.

1990-1997 : Déchéance et effondrement de l'État

Au début des années quatre-vingt-dix toutefois, le régime de Mobutu se retrouva sérieusement affaibli. Alors que les industries minières publiques (et plus particulièrement Gécamines) subissaient une nette contraction, diminuant encore davantage la capacité de redistribution de l'État, la fin de la Guerre Froide coupa court aux flux d'aide extérieure et provoqua l'éloignement d'anciens alliés internationaux de longue date (plus particulièrement la Belgique et les États-Unis) (De Villers 2005 : 50ff.). Si l'État congolais était parvenu à remplir certaines fonctions fondamentales tout au long des années quatre-vingt, son appareil politico-administratif et économique commençait à présent à partir en lambeaux.

Cette situation entraîna une restructuration massive des réseaux clientélistes soutenant l'État congolais (Peemans 1997: 94ff.). La phase 1990-1997 vit la multiplication des « réseaux multifonctionnels d'autonomisation » ayant d'importantes racines ethniques et régionales. Dans le contexte des capacités de redistribution décroissantes du régime Mobutu, les membres des élites cessèrent de se concentrer exclusivement sur l'obtention d'un accès aux ressources contrôlées par l'État et commencèrent plutôt à rechercher une base d'enrichissement personnel et de légitimité aux niveaux régional et local. Dans ce contexte, on peut mieux comprendre pourquoi le retour au multipartisme en 1990 encouragea la réactivation de la mobilisation ethno-régionale. Sur les centaines de nouveaux partis politiques, un grand nombre d'entre eux avait une assise exclusivement régionale ou ethnique. Tout comme ceci fut le cas entre les années 1960 et 1965, le « tribalisme » devint la stratégie par excellence de la lutte pour le pouvoir. Ce phénomène est bien illustré par les conflits qui éclatèrent dans les régions de Shaba et du Kivu au début des années quatre-vingt-dix. Dans ces deux cas en effet, les problèmes socio-économiques (à savoir l'effondrement de Gécamines à Shaba et les conflits liés aux terres dans les Kivus) étaient posés en termes ethniques et déclenchèrent des actes de violence ethniques et des déplacements massifs des populations.

On ne peut toutefois pas réduire la « transition » entre les années 1990 et 1997 aux péripéties de luttes interminables entre « l'opposition démocratique » menée par Tshisekedi et le pouvoir « despotique » de Mobutu (Peemans 1997 : 100). Il est évident que le développement de réseaux de plus en plus « autonomisés » affaiblit la stabilité du régime de Mobutu et menaça l'intégrité de l'État. En dépit de ceci Mobutu parvint toutefois à rester au pouvoir jusqu'en 1997 grâce à ses talents consistant à opposer les divers groupes ethniques entre eux et au fait qu'il conservait la maîtrise du secteur des diamants, de la Banque Centrale et des composantes les plus efficaces de son armée et des forces de police (la division présidentielle (DSP) et les services de sécurité) (Peemans 1997: 98).

Ce n'est que la rébellion de Laurent Kabila (qui s'était tenu à l'écart de la vie politique congolaise officielle depuis les années soixante), appuyée par des intervenants externes, qui mit un terme au régime de Mobutu. Cette rébellion débuta lorsque le gouverneur de Mobutu en poste au Sud Kivu ordonna l'expulsion des Tutsis de la province. La population Tutsi qui subissait déjà les pressions des Hutus de l'ancien régime rwandais et de l'interahamwe, se rebella en autodéfense (Rogier, 2003 : 5). Ces personnes finiraient par constituer la colonne vertébrale de l'AFDL créée par Laurent Kabila (Alliance des Forces Démocratiques pour la Libération du Congo-Zaïre), laquelle reçut un soutien robuste de la part du Rwanda et de l'Ouganda. Ne disposant plus de l'appui militaire des pays occidentaux (à l'exception de la France) et abandonné par son armée, laquelle avait commencé à se désintégrer depuis le début des années quatre-vingt-dix (De Villers 2005 : 54), Mobutu fut finalement chassé du pouvoir en 1997.

1997-2001 : Guerre civile et effondrement de l'État

Il est généralement très difficile d'identifier les réseaux structurés soutenant le régime de Laurent Kabila dans la mesure où ceux-ci firent l'objet de considérables reconfigurations tout au long des quatre ans de son mandat. Si les « réseaux de pouvoir » congolais ont toujours comporté un élément international très important (plus particulièrement dans le cadre de la « Troïka » constituée par la Belgique, les États-Unis d'Amérique et la France), leur

« internationalisation » prit des dimensions extrêmes après le déclin de Mobutu. Il est intéressant de noter toutefois que les principaux acteurs internationaux étaient désormais « africains », avec une présence particulièrement marquée de certains pays limitrophes comme le Rwanda, l'Ouganda, l'Angola et le Zimbabwe (Pourtier 1997 : 9).

La guerre de libération de l'AFDL de Kabila (Alliance des Forces Démocratiques pour la Libération du Congo-Zaïre) remporta le soutien d'une vaste coalition régionale comprenant l'Ouganda, le Rwanda, le Burundi, l'Angola, le Zimbabwe, la Tanzanie, la Zambie et l'Érythrée (Diangitukwa 2001 : 196). Après sa victoire, Kabila fut dans un premier temps pratiquement dépendant des « réseaux proches du Rwanda et de l'Ouganda » (Diangitukwa 2001 : 201ff.). Les postes stratégiques furent attribués à un grand nombre de Banyarwanda et de Banyamulenge issus de la région du Kivu, un groupe ethnique, prétendument d'origine rwandaise, qui avait fourni le gros des troupes de l'AFDL de Kabila. Les liens étroits noués avec le Rwanda étaient évidents. Les membres de ce qui fut plus tard appelé par certains le « groupe de pression Tutsi » occupaient des postes clés au sein du Secrétariat de la Présidence et des services de sécurité, tandis que la nouvelle armée congolaise (FAC) comptait dans ses rangs un grand nombre d'anciens membres du « Front Patriotique Rwandais » (FPR). Le nouveau commandant de la FAC, James Kabarebe, par exemple était également un ancien officier du FPR « emprunté » par Kabila au président rwandais Paul Kagame durant la guerre de libération menée par l'AFDL.

Cette dépendance apparente sur les réseaux « étrangers » rencontra une grande opposition parmi la population congolaise ; attisée par les élites rivales, la rancœur initiale se transforma en un profond sentiment anti-Tutsis (Diangitukwa 2001 : 201ff.) Pliant sous la pression nationale croissante, Kabila rompit ses relations avec ses alliés rwandais et ougandais en mai 1998 et chassa les Banyarwandas et les Banyamulenges du pouvoir. Kabila alors entreprit de bâtir ses « propres » réseaux de pouvoir dans le but de consolider son propre pouvoir ; ces nouveaux réseaux comprenaient : (1) le « réseau de Katanga », la région d'attache de Kabila qui rassemblait des membres de l'entourage familial de Kabila et de son groupe ethnique, les Balubas. Les « Balubakat » remplacèrent les Banyarwandas et les Banyamulenges et se virent rapidement attribuer des postes clés au sein du régime (notamment dans la FAC, les forces de l'ordre, la Banque Centrale, l'administration) ; (2) le « réseau de Kasai » qui fournit un certain nombre de membres clés du régime (comme par exemple Kanengele, Mpoyo et Kazadi) ; et (3) certains membres influents du groupe ethnique Kinois à Kinshasa (comme par exemple Inongo, Ndombasi et Mumengi).

Si cette reconfiguration des réseaux permit à Kabila de « congoliser » sa source d'influence, elle fut également la cause de la création du « Rassemblement congolais pour la démocratie » (RCD) (un mouvement rebelle dans la région Est du pays qui regroupait les Banyarwandas et les Banyamulenges « trahis » par le régime et qui recevait le soutien actif du Rwanda et de l'Ouganda (Diangitukwa 2001 : 208ff.). Le régime de Kabila, trop faible pour faire face à l'offensive montée par le RCD en août 1998 (dirigée par l'ancien chef de la FAC, James Kabarebe), ne dut sa survie qu'à l'intervention de l'armée angolaise. En dépit des accords de paix de Lusaka signés en 1999, la fragmentation de l'État congolais se poursuivit à un rythme accéléré. En 2001, le régime de Kabila contrôlait moins de 50% du territoire national et devait faire face à trois principaux mouvements rebelles (Diangitukwa 2001 : 218ff.) : (1) Le RCD-Goma d'Ilunga, soutenu par le Rwanda ; (2) son aile dissidente le RCD-ML menée par Wamba dia Wamba et soutenue par l'Ouganda ; et (3) le « Mouvement de Libération du Congo » (MLC) de Jean-Pierre Bemba, également soutenu par l'Ouganda. Le régime de Kabila en revanche ne pouvait compter que sur les forces armées de l'Angola, du Zimbabwe

et de la Namibie et recevait le soutien des milices Mai-Mai et Interhamwe. Cette fragmentation supplémentaire des « réseaux internationaux » fut accompagnée par une criminalisation croissante au fur et à mesure que les membres de tous les partis procédèrent au pillage sauvage des ressources naturelles du pays. Ces diverses forces de combat mobilisèrent leurs soldats sur la base d'affiliations tribales. Par exemple, lorsque l'Ouganda aida Bemba à établir le MLC, l'organisation procéda immédiatement au recrutement de combattants parmi les tribus Bangala d'Équateur, une région qui avait été une base importante pour Mobutu durant ses dernières années au pouvoir (Prunier, 2004 : 379-80). En 2000, la communauté internationale exerça une pression considérable sur les belligérants congolais et leurs alliés externes. Les Nations Unies déployèrent notamment 5 000 troupes au cours de l'année 2000 ; les combats se poursuivirent malgré une série d'accords de cesser le feu. En janvier 2001 Laurent Kabila fut assassiné et son fils, Joseph Kabila, prit charge de la présidence à Kinshasa²¹. Kabila Junior entama immédiatement des discussions avec la communauté internationale manifestant le désir de s'engager vers un processus de paix.

2001-2006 : Établissement de la paix et reconstruction de l'État

On constate qu'il existe assez peu de recherches universitaires primaires portant sur cette période plus récente de reconstruction de l'État²². Une synthèse de ces travaux, complétée par de nouvelles recherches primaires, est fournie par Hesselbein, Mutebi et Putzel (2006) ; les discussions de cette période comprises dans notre étude sont largement inspirées de ces documents. La période 2001-2006 était essentiellement dominée par les tractations internes des quatre partis constituants, les signataires de l'Accord global et inclusif sur la transition en République démocratique du Congo de décembre 2002, et de l'accord dit « 1+4 » (un Président et quatre vice-présidents). Les ministères furent distribués entre les groupes et les sièges furent également attribués à l'Assemblée transitoire²³. Pendant la première année suivant l'accord de paix, les parties constituantes du gouvernement transitoire refusèrent de siéger ensemble et leur relation resta particulièrement tendue tout au long de cette période. Les conflits se poursuivirent durant cette période, essentiellement dans les Kivus, l'Ituri et le Katanga.

Il est possible d'interpréter cette phase de transition comme une période où « les mouvements politiques militaires » (MPM) tentaient de se positionner pour revendiquer une part de l'État en se transformant officiellement en partis politiques (de Goede, 2006). Les principaux « partis » rivaux étaient le PPRD mené par le Président Kabila, le MLC dirigé par Jean-Pierre Bemba et le RCD-Goma sous la direction de Rubwera. Chacun de ces trois MPM s'était taillé une assise territoriale durant la guerre et un accès à l'extraction des ressources au sein de leur territoire (voir les rapports des Nations-Unis de 2001, 2001b, 2002a, et 2002b ; et de la Commission Lutundula de 2005). Chacun avait également noué des alliances avec les réseaux de pouvoir verticaux basés sur des allégeances tribales. En prenant part au processus de paix et à la campagne électorale qui s'ensuivit, ces partis espéraient consolider les avantages qu'ils avaient acquis lors de la guerre (notamment au niveau de l'accès aux ressources qu'ils avaient capté pour le compte des alliances d'intérêts qui les soutenaient) et obtenir un statut de

²¹ Voir BBC News, jeudi 18 janvier 2001, 20:32 : <http://news.bbc.co.uk/1/hi/world/africa/1124841.stm> et les recherches continues de Gabi Hesselbein au Crisis States Research Centre. Voir Rogier, 2004 pour des informations détaillant le chemin difficile vers la paix.

²² Voir toutefois l'excellent mémoire de fin d'étude (Meike de Goede, 2006)

²³ Voir de Goede (2006) pour un recueil d'informations particulièrement intéressantes sur le gouvernement transitoire.

légitimité par rapport à la communauté internationale. Dès le départ, il était évident que le RCD-Goma ne serait pas en mesure de remporter le pouvoir politique au centre du pays, dans la mesure où son assise de soutien, constituée par les communautés Bangrwanda, se trouvait à l'Est, mais le parti espérait sans doute pouvoir consolider sa position au sein des organisations gouvernementales locales situées à l'Est du pays.

La période qui précéda les élections du mois de juillet 2006 vit la construction de nouveaux réseaux de pouvoir alors que le président Joseph Kabila cherchait à tirer parti de sa position de pouvoir pour obtenir un soutien international et amenuiser le pouvoir de ses adversaires. En qualité de président, il jouissait du privilège du pouvoir exécutif, de contacts privilégiés avec la communauté internationale et il était parfaitement placé pour renforcer les forces militaires qui lui étaient loyales au sein de la nouvelle armée nationale et de la garde présidentielle. Malgré ces avantages, Kabila resta pourtant isolé vis-à-vis de la population de Kinshasa où il était perçu par un grand nombre comme un « étranger » originaire de l'Est ; son Vice-Président, Jean-Pierre Bemba, en revanche semblait plus populaire dans la capitale et dans les régions de l'Ouest du pays, remportant un soutien plus important que son opposant de longue date, Étienne Tshisikedi, dont le parti (UPDS) s'enfonça progressivement dans l'obscurité politique à la suite de son refus de participer aux organisations transitoires du gouvernement et de l'annonce de son intention de boycotter les élections. Dans une importante étude des alignements politiques dans la période précédant immédiatement les élections, l'International Crisis Group (2006c) a suggéré que les élections seraient en grande partie déterminées par les alliances nouées au niveau régional sur la base d'allégeances ethniques et du soutien des chefs et de l'Église.

Évolution des fonctions de sécurité de l'État

La question de la réforme du secteur de la sécurité (comprenant à la fois les forces armées et la police) est absolument cruciale pour permettre au Congo de progresser vers la paix et le développement. La portée de l'État central sur diverses parties du pays reste encore faible et l'on constate qu'un grand nombre des populations pauvres vit dans l'insécurité, affichant des taux de criminalité élevés. Un vaste éventail de groupes armés et de milices continue à opérer au sein du territoire. Ceux-ci, souvent soutenus par des intérêts externes, sont en mesure d'être « autosuffisants » grâce à l'accès aux sources de richesses minérales dont ils disposent (ICG 2006a : 1).

Les efforts visant à réformer le secteur de la sécurité congolais doivent être entrepris sur des bases entièrement nouvelles (ICG 2006a: 2) dans la mesure où l'armée et la police ont toutes deux affiché une conduite prédatrice depuis l'époque coloniale. Ces services, fréquemment employés par certains politiciens comme des instruments leur permettant de s'enrichir personnellement ou d'obtenir le pouvoir, commirent un certain nombre de violations des droits de l'homme dans le cadre de leurs missions.

La Force publique (FP) unique établie par les autorités coloniales belges ne faisait aucune distinction entre les fonctions de l'armée et de la police. Tout comme aujourd'hui encore, les commandants de l'armée employaient « leur considérable autonomie pour servir leurs propres intérêts ». À l'instar de la « matrice ethnique » adoptée par le régime colonial (voir ci-dessus), l'armée commença à se diviser après l'indépendance en fonction des diverses affiliations ethniques de ses membres. Les mouvements rebelles et sécessionnistes qui virent le jour au début des années soixante obtinrent la majorité de leur soutien auprès des anciennes unités locales de la FP. L'« Armée nationale congolaise » (ANC), relativement mal équipée pour

faire face à de telles menaces, dut faire appel aux troupes belges et à la logistique américaine pour écraser la rébellion « Lumumbiste » qui se développait dans l'Est du pays (Nkamany A Baleme 1997 : 62f.).

Le régime de Mobutu reproduisit en grande partie le modèle militaire établi par le règne colonial. Mobutu utilisa en effet l'armée à la fois contre les menaces externes et internes. Toujours soucieux de la possibilité d'un coup d'État, il se servit des « Forces armées congolaises » (FAZ) comme d'un bouclier pour assurer sa survie personnelle (Bangoura 1994 : 126). La FAZ fut placée sous son autorité directe et les soldats furent recrutés presque exclusivement parmi le groupe ethnique auquel il appartenait, au sein de sa région d'attache (la province de l'Équateur). Mobutu créa une « armée à double filière » (ICG 2006a : 2) dont les unités de haut rang étaient formées à l'extérieur du pays (en particulier la division présidentielle (DSP) qui constituait le dernier bastion de Mobutu (Bangoura 1994 : 128)) et bénéficiaient de meilleures conditions de formation, de salaire et de vie, tandis que le reste de la FAZ était chroniquement délaissé et mal financé. Cette situation créa une « armée de sous prolétaires » (Willame 1992 : 52f.) caractérisée par une prédation systématique, des activités illicites et le rançonnage des populations locales. Dans ce contexte, la FAZ demeura extrêmement faible ; cette situation fut illustrée au cours des deux guerres de Shaba (en 1977 et 1978), lorsque des troupes françaises et marocaines durent intervenir pour sauver les forces congolaises.

Au cours des années 90, alors que l'État se désagrégeait progressivement, la condition de la FAZ continua elle-aussi à se détériorer (N'Gbanda 1998 : 48). Une véritable guerre éclata entre ses généraux, ces conflits s'inscrivant dans l'autonomisation des élites qui intensifiait les pratiques tribalistes et clientélistes. Tandis que la DSP continuait à recevoir un traitement de faveur de la part du régime, la grande majorité des soldats n'était payée que sporadiquement, ce qui eut pour effet d'institutionnaliser les cas d'abus et de désertions au bas de l'échelle. Ne disposant plus du soutien des pays occidentaux (exception faite de la France), l'armée dysfonctionnelle n'était pas en mesure de résister à la rébellion de Kabila en 1996/1997 ; malgré le nouveau recrutement de mercenaires internationaux (notamment des mercenaires Serbes), l'armée de Mobutu se désagrégea et les rebelles parvinrent à s'emparer de Kinshasa en ne rencontrant que peu de résistance.

L'État reconstitué par Laurent Kabila était d'une très grande fragilité. Kabila devait dépendre entièrement de sa garde présidentielle (GSSP), n'ayant pas les moyens de reconstituer une armée intégrée. Selon l'ICGT (2006a : 3), ceci était dû à la confiance qu'il faisait au général rwandais James Kaberebe, lequel avait été nommé commandant des Forces Armées du Congo (FAC) mais continuait à agir en défendant les intérêts stratégiques du Rwanda. La seconde rébellion qui éclata en 1998, mit en évidence la faiblesse de la FAC de Kabila ; celle-ci, essentiellement composée d'anciens soldats de la FAZ mal motivés et de kadogos (enfants soldats) sans expérience, se dissout rapidement au fur et à mesure de l'avancée des rebelles vers Kinshasa. Le régime de Kabila ne dut sa survie qu'au soutien actif de l'Angola, du Zimbabwe et de la Namibie, qui s'étaient retournés contre le Rwanda, l'Ouganda et le Burundi.

Lorsque Joseph Kabila prit les rênes de la présidence à la suite de l'assassinat de son père, lui non plus ne faisait pas confiance à l'armée nationale. La garde présidentielle fut consolidée avec des soldats provenant de la tribu des Lubakat à laquelle appartenait son père et la taille de cette force passa de 12 000 troupes à 15 000 troupes. Kabila établit un poste de commandement national parallèle baptisé la « Maison Militaire » tandis que la FAC ordinaire restait faible et

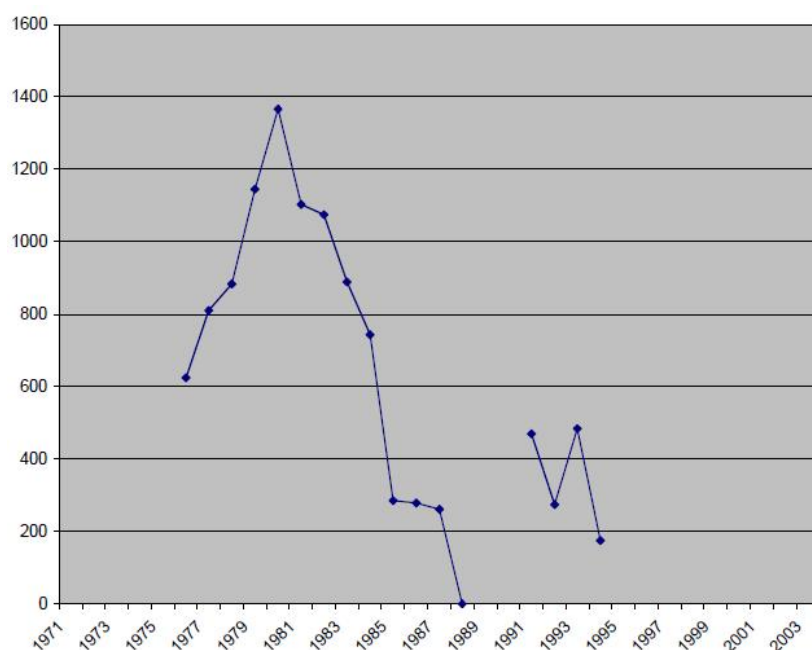
dépendante du soutien du Zimbabwe et de l'Angola (ICG 2006a : 3). Vers la fin du mandat du gouvernement transitoire, l'armée était devenue tellement faible qu'elle était susceptible de s'effondrer rapidement à la moindre menace importante. Les problèmes qui avaient fragilisé l'armée congolaise par le passé (plus particulièrement le tribalisme, le traitement inégal des soldats et la corruption sauvage) « sont identiques à ceux qui affligent les forces armées actuelles » (ICG 2006a : 3). Dans la mesure où l'accord de paix de Sun City signé en 2002 n'avait pas mis d'accent particulier sur la réforme du secteur de la sécurité, il n'est pas étonnant que la réforme de l'armée se retrouva très retardée (ibid.). De Goede (2006) présente l'étude la plus récente de la réforme du secteur de la sécurité et de la démobilisation, dans le cadre de laquelle il explique pourquoi l'intégration militaire a jusqu'à présent échoué et pourquoi il n'est pas possible de compter sur les FARDC politisées pour garantir la sécurité nationale. De vraies réformes exigeraient une restructuration et une reconversion des forces beaucoup plus systématiques ainsi que la mise en retraite d'une grande partie des officiers en poste, mais jusqu'à présent les acteurs politiques, y compris le président, semblent craindre que le renforcement des forces armées ne constitue une menace à leur pouvoir et à leurs sources de revenus et de prestige²⁴.

Évolution du régime fiscal de l'État

L'État colonial mit sur pied une base sécurisée visant à générer des revenus à partir de l'exportation des produits de l'agriculture de plantation et du secteur minier (Young, 1968) ; d'une certaine manière, on constate que les plus grandes sources de revenus internes de l'État sont toujours venues de ces secteurs, l'extraction minière s'étant par ailleurs développée au cours des années suivant l'indépendance. Pendant les années où Mobutu était au pouvoir, le café, le thé et le pyrèthre étaient les principaux produits d'exportation agricole tandis que le cuivre, l'or et les diamants représentaient les exportations clés du secteur minier. Bien que les études comme la nôtre n'aient pas l'habitude de comporter des diagrammes, nous estimons que le schéma ci-dessous est utile pour illustrer la base de l'effondrement de l'État au cours des années du règne de Mobutu.

²⁴ Recherches continues réalisées par le Crisis States Research Centre, 2006

Revenu total, prix réels, Congo DR



Gabi Hesselbein, Crisis States Research, à partir des données du FMI.

Le gouvernement transitoire établi au cours des années 2001-2002 œuvra en collaboration avec la Banque Mondiale et le FMI pour consolider le pouvoir des services fiscaux. En 2005, les agents du fisc enregistraient que seuls 45% des revenus de l'État provenaient de sources nationales tandis que l'APD sous forme de subventions et de prêts représentait 55 % des dépenses de l'État. Sur le total des revenus générés à l'échelle nationale, 90% de ceux-ci provenaient de 700 entreprises. Tout comme par le passé, les recettes douanières constituent encore une part importante des revenus générés à l'échelle nationale ; vers le milieu de l'année 2005, 50% des rentrées douanières provenaient en effet de Kinshasa et de Matadi, environ 20% de Lumumbashi, 9% de Kasumbalesa et seulement 1% de l'Est ; cette situation illustre notamment la portée du pouvoir de l'État central (Hesselbein, Mutebi et Putzel, 2006).

Divers projets sont actuellement en cours pour réformer les opérations de l'Office des Douanes et Accises (OFIDA) au poste de contrôle de Kasumbalesa, au passage à la frontière entre la RDC et la Zambie, au port de Matadi, dans le sud-ouest de la RDC et à Kinshasa-Est. Le projet de Kasumbalesa dont le coût est situé entre 2,5 et 3 millions d'euros, vise à réorganiser et simplifier les opérations de l'OFIDA, en fournissant notamment de nouveaux bâtiments ainsi qu'un équipement neuf et un matériel informatique moderne (destiné à conserver les enregistrements sur ordinateur) et en organisant la formation du personnel, une assistance technique et le développement des ressources. Le projet vise à fournir un guichet unique pour le contrôle des exportations et des importations afin de remplacer les nombreuses agences gouvernementales qui interviennent actuellement en parallèle aux frontières et rivalisent entre-elles pour obtenir des pots de vins. Encouragé par divers rapports positifs confirmant l'augmentation des échanges enregistrés et des recettes collectées à la frontière²⁵, le Président Kabila signa le 30 décembre 2005 un décret nommant l'office douanier (OFIDA)

²⁵Entretiens menés par Global Witness (2006) auprès de représentants gouvernementaux et d'autres sources, Lubumbashi, novembre 2005.

en qualité d'agence gouvernementale unique chargée de gérer et d'évaluer les importations du port de Matadi²⁶.

Mis à part les travaux actuellement réalisés par le Crisis States Research Centre, nous n'avons identifié aucune autre étude de recherches en cours sur la construction de la base fiscale de l'État de la RDC, or il s'agit d'un élément particulièrement stratégique dans la consolidation étatique. Une analyse des modèles de perception des recettes peut notamment fournir un aperçu de l'évolution des réseaux des pouvoirs politiques et de la relative condition des sites centraux et provinciaux de l'administration de l'État.

3.2. Services publics fournis par l'État : éducation et santé

La spécificité de la domination coloniale belge eut des répercussions importantes pour l'État post-colonial. À l'encontre des anciennes colonies françaises ou anglaises où le processus d'émancipation politique avait pu démarrer dès la fin de la seconde guerre mondiale, le Congo belge manquait d'élites éduquées capables de gouverner le pays après l'indépendance (Tshimanga 1997). L'éducation des populations avait été laissée entre les mains des missionnaires et au moment de l'indépendance, il n'existait pas un seul médecin ou ingénieur congolais (Nohlen 1993 : 739-41).

La phase initiale de reconstruction de l'État entreprise par le régime de Mobutu comprenait un programme impressionnant de développement des services publics. L'État prenait finalement le contrôle de l'enseignement, y compris l'enseignement tertiaire, en élargissant considérablement l'accès à l'éducation. En 1968/69, les inscriptions dans les écoles primaires (6 à 14 ans) atteignèrent 92 %, tandis que 8 401 étudiants recevaient une éducation universitaire (Banque National du Congo, Rapport Annuel 1968-1969, p.65)²⁷. Un système de soins de santé national et un système de sécurité sociale, employant 500 000 salariés (ibid. P. 69) fut créé et le régime construisit à Kinshasa le plus grand hôpital d'Afrique, baptisé le « Mama Yema »²⁸. On a souvent tendance à oublier que vers la fin des années soixante-dix la variole fut éradiquée et que le Zaïre afficha d'impressionnants résultats en matière de vaccination contre les maladies infantiles avec une couverture de l'ordre de 95% ; le pays était généralement perçu comme un exemple à suivre par le monde en développement dans le domaine des soins de santé primaires et communautaires (Persyn and Ladrière, 2004). À l'heure actuelle, on constate qu'un grand nombre des professionnels médicaux formés pendant les années du mandat de Mobutu exercent en Afrique du Sud.

Dans un contexte où les principales industries se sont effondrées, l'enjeu posé par le rétablissement des prestations de services publics est d'autant plus difficile. Vers le milieu des années soixante, de très grandes entreprises publiques comme Gécamines et Minière de Bakwanga au Kasai (Miba), lesquelles généraient la plupart des revenus du pays, eurent l'obligation de fournir à leurs travailleurs et à leurs familles des logements et des soins de santé gratuits (Braeckman 2006). Toutefois, depuis la faillite de Gécamines dans les années

²⁶ Programme surveillé par le personnel du FMI (IMF Staff Monitored Program), 2006.

²⁷ L'enseignement universitaire ne débuta qu'à partir de 1957. Les onze premiers étudiants obtinrent leur diplôme en 1960. Dès 1968, le Congo comptait 1 541 diplômés universitaires éduqués au sein du pays (Rapport Annuel, p. 66)

²⁸ Le nom de cet hôpital rendait hommage à la mère de Mobutu ; l'hôpital porte désormais le nom d'Hôpital Général de Kinshasa et n'est plus qu'une pâle imitation de ses débuts en termes de capacités.

quatre-vingt-dix, ces services se sont détériorés ou ont complètement cessé de fonctionner et le gouvernement ne les a pas remplacés.

S'il existe peu de travaux universitaires récents sur le secteur des services publics, on citera toutefois l'étude comparative réalisée par Marriage (2006, chapitre 4) qui documente l'état déplorable des services fournis au sein de plusieurs grandes zones urbaines et la déficience des interventions officielles et des ONG. On constate qu'il reste encore une importante série d'études politiques liées à la préparation de la Stratégie de Réduction de la Pauvreté à explorer à cet égard et on notera également que l'International Crisis Group (2006a) a préparé une brève évaluation critique de la condition de l'administration de l'État à la veille des élections de 2006.

4. La Motivation du Gouvernement et des Intervenants Politiques

Les bases de la motivation gouvernementale et de la mobilisation politique au Congo doivent être comprises en termes de « réseaux de pouvoirs » comme nous en avons fait état plus haut. En effet, le Congo a toujours été gouverné par des « réseaux clientélistes » nationaux et internationaux (Diangitukwa 2001 : 275) dont l'objet premier consistait à garantir la reproduction cumulative de leurs membres. La responsabilité incombe par conséquent essentiellement aux clients qui aident à garantir la survie de la classe politique (et moins à la population au travers d'un quelconque projet politique).

Comme nous l'avons évoqué plus haut, l'arrivée de Mobutu au pouvoir déboucha sur le développement d'affiliations « horizontales » parmi les élites congolaises qui cherchaient à consolider leurs assises économique et sociale en se servant du nouveau concept de l'État-nation (Peemans 1997 : 92). Même si ces affiliations « horizontales » inter-élites furent rapidement intégrées à des liens « verticaux » de distribution (en fonction de filières ethniques ou régionales), la division politique dominante qui continua à s'accroître avec la consolidation du régime de Mobutu était caractérisée par une « distinction entre les sphères des élites et celles des non-élites » (Willame 1997: 6). Bien que plusieurs universitaires soutiennent que l'élargissement du fossé existant entre les classes sociales était l'une des principales caractéristiques de la détérioration de la situation politique du Congo au fil des ans, il se pourrait en fait que ce fussent justement l'échec de la formation des classes et de l'intégration horizontale, et le retour aux formes d'alignement et de mobilisation verticales qui furent à base de la violence et de la guerre au Congo. L'inégalité des revenus était particulièrement marquée au Zaïre où un groupe dirigeant extrêmement riche et représentant une minuscule proportion de la population, contrôlait plus de 45% des richesses nationales. Toutefois, pendant la première décennie de son mandat, Mobutu eut l'intelligence d'assurer que les membres de cette élite dépassaient les divisions ethniques et tribales, la plupart ayant perdu le contact avec leurs circonscriptions. Cette stratégie fut un facteur clé pour assurer la stabilité relative des années à venir.

Le conflit entre le régime de Mobutu et l'opposition politique menée par Tshisekedi au début des années quatre-vingt-dix est utile pour illustrer la « pérennité des réseaux intra-élites » (Peemans 1997: 88ff.). L'opposition ne disposait alors d'aucun programme politique ou économique particulier, leurs membres semblant essentiellement motivés par le simple désir de contrôler l'État et ses ressources. Toutefois, lorsque des scènes de violence intense éclatèrent entre les années 1991 et 1993, tous les membres des élites (y compris ceux de

l'opposition) semblèrent comprendre que la survie des classes supérieures dépendait d'un « apaisement du jeu ».

Il devint cependant de plus en plus difficile de satisfaire les besoins intra-élite dans le contexte du déclin considérable des ressources de l'État au début des années quatre-vingt-dix, plus particulièrement en raison de la réduction de l'économie (Gécamines) et des baisses considérables de l'aide externe. La redistribution des richesses à travers les réseaux verticaux et horizontaux devint un processus de plus en plus ardu, ce qui eut pour effet de déstabiliser les « réseaux de pouvoirs » existants (voir plus haut) et d'engendrer une animosité croissante entre « les possédants », lesquels n'étaient plus en mesure de redistribuer, et « les non possédants » (Willame 1997 : 6).

Cette division prit la forme d'un « fossé générationnel » (De Villers 1998 : 95ff.). Le « cycle générationnel », à travers lequel les générations plus jeunes accédaient progressivement aux privilèges des générations plus âgées, avait une fonction sociale très importante dans les sociétés africaines. Au Congo, ce cycle était perturbé par le sentiment que (face à la réduction des ressources) les anciennes générations « égoïstes » bloquaient la circulation des richesses sociales et empêchait l'ascension des générations plus jeunes. La marginalisation des jeunes créa une violente opposition contre le « pouvoir des anciens » et explique l'émergence des milices de jeunes comme la JUFERI (Katanga) ou les Mai-Mai (Nord Kivu).

Comme il l'est expliqué ci-dessus, la crise de la conciliation intra-élites incita les élites à rechercher plutôt au niveau régional et local une base pour leur accumulation personnelle et leur légitimité. Ce changement de direction impliquait la réactivation de la mobilisation ethno-régionale (la seconde plus importante forme de mobilisation politique du Congo). Comme il l'est illustré ci-dessus, le tribalisme en tant qu'outil d'organisation politique a toujours été présent (de manière variable) dans l'histoire politique du pays. Si la « matrice ethnique » avait initialement été créée par l'administration coloniale, elle fut reproduite par les élites post-coloniales durant la Première République. La grande majorité des partis politiques actifs entre 1960 et 1965, étaient les descendants directs des « associations tribales » de la fin des années cinquante ; en temps que tels, ceux-ci conservaient une forte identité ethnique et dans ce contexte, la mobilisation ethnorégionale constituait le principal moyen d'organiser une mobilisation politique (Nkamany A Baleme 1997 : 31ff.). Alors même que Mobutu luttait contre la mobilisation tribaliste pendant les premières années de son mandat (voir plus haut), son nationalisme zaïrois fut transformé par la crise économique et le pays vit une résurrection de la logique tribale au sein même de l'État zaïrois (Nkamany A Baleme 1997 : 73ff.) (on notera à cet effet que cette logique tribale devint de plus en plus manifeste à partir du milieu des années soixante-dix).

En 1990, le retour au multipartisme accéléra la réactivation de la mobilisation ethnorégionale. Parmi les centaines de nouveaux partis politiques qui virent le jour, un grand nombre d'entre eux avait une assise exclusivement régionale ou ethnique. Tout comme ce fut le cas pendant la période de 1960 à 1965, le « tribalisme » devint une stratégie de premier choix dans la lutte pour le pouvoir. Il est d'ailleurs intéressant de noter que la politique de mutation inter-régionale des cadres administratifs lancée vers le milieu des années soixante, avait eu pour effet de nommer des personnes perçues comme des élites « étrangères » aux principaux postes politico-économiques de la région (Nkamany A Baleme 1997 : 65). Dans un tel contexte, il était relativement aisé pour les « entrepreneurs ethniques » de chaque région sous-nationale d'accuser les « étrangers » (venus d'ailleurs) d'être responsables de leur misère économique (C'est dans ce contexte qu'il faut comprendre la violente expulsion des Kasaiens du Katanga

et l'explosion des conflits ethniques dans les Kivus). De récentes opérations entreprises par le (les) régime (s) de Kabila ont confirmé la persistance d'une logique ethnique au cœur de l'État congolais.

Les mobilisations récurrentes des populations « originaires » contre les populations « non originaires » (De Villers 1998 : 86ff.) sont étroitement liées à des formes de mobilisation ethno-régionales. En effet, la citoyenneté et l'identité nationale au Congo sont définies en termes d' « origine »²⁹. La constitution de 1960 accordait la citoyenneté à toute personne dont les ancêtres étaient membres d'une tribu installée sur le territoire congolais avant le 18 octobre 1908 (la citoyenneté était par conséquent définie par la profondeur des racines ancestrales). Ceci entraîna une méfiance continue et une hostilité envers tous ceux dont la citoyenneté pouvait être remise en cause (on notera à cet effet que pratiquement tous les politiciens des trente dernières années ont été accusés d'être des « étrangers »). Les mobilisations politiques des « originaires » contre les « non originaires » étaient un phénomène récurrent ; leur principal message était qu'il fallait récupérer les ressources (terres, or et diamants) ou les postes politiques qui étaient soi-disant accaparés par des « étrangers ».

La question de « l'origine » est particulièrement pertinente dans le cas des personnes ayant des racines « rwando-burundaises ». Si ces personnes s'étaient en effet vu accorder initialement la citoyenneté congolaise par le décret de Mobutu de 1972 (voir plus haut), celle-ci fut révoquée en 1982 (une décision confirmée en 1992) (Mutamba Lukusa 2003 : 51f.). Dans le contexte des conflits liés au problème croissant de la rareté des terres, les populations « originaires » des Kivus se servirent de la citoyenneté révoquée des Banyarwandas et des Banyamulenges « non originaires » comme d'un prétexte pour lancer une mobilisation ethnique et une persécution sanglante (De Villers 1998 : 89).

5. Anatomie des Forces Dynamiques Intra-régionales et des Modèles Traditionnels de Pouvoir

Pourtier (2003a: 21) soutient que la géographie très spécifique du Congo prédispose le pays à la décentralisation des structures administratives. Le centre géographique du Congo est caractérisé par une très faible densité de la population alors que les régions peuplées et (économiquement et politiquement) dynamiques du pays (plus particulièrement la capitale Kinshasa) sont plutôt situées à la périphérie du pays (Pourtier 1997 : 21). Dans ce « pays fragmenté » dominé par une multitude of forces centrifuges, la métaphore d'un « anneau utile » est utilisée pour décrire un territoire discontinu largement tourné vers l'extérieur. Le Congo englobe une « série de périphéries » ayant toutes des identités bien spécifiques et transactant (souvent informellement) essentiellement avec les pays limitrophes (au détriment des marchés internes) (voir la section économique ci-dessus). L'histoire récente a vu une « archipelisation » du pays dans la mesure où les centres urbains sont devenus progressivement de moins en moins bien connectés (l'état déplorable des systèmes de transport contribue en grande partie à cette situation) et les échanges inter-congolais accusent une baisse très importante (Pourtier 2003a : 23). Les échanges transfrontaliers quant à eux ont une empreinte ethno-culturelle distincte et créent des réseaux de solidarité spatiale. Dans

²⁹Mahmood Mamdani (2001, Chapitre 8) fournit un aperçu crucial sur les problèmes de citoyenneté rencontrés dans l'Est de la RDC ; ces travaux constituent une lecture essentielle pour quiconque personne travaillant dans le pays. Voir également le manuscrit non publié de Jackson « Doubtful Nationality ».

l'ensemble, il est par conséquent plus utile de penser au Congo en termes de réseaux (transfrontaliers) qu'en termes de communautés spatiales.

En outre, le Congo est généralement caractérisé par une division de longue date entre ses régions de l'Ouest et de l'Est (De Villers 1998: 92). L'« Est » comprend les provinces du Katanga, les Kivus et la province Orientale (la langue commune étant le Swahili), tandis que la province de Kasai occupe une « position charnière particulière ». L'« Ouest » couvre tout le reste du pays toutefois, cette région est particulièrement associée à Kinshasa et à la province de l'Équateur. En termes ethniques, cette fragmentation « Est-Ouest » reflète l'opposition des « peuples de la savane » et des « peuples de la forêt ». Les origines de cette « géopolitique Ouest-Est » (Mutamba Lukusa 2003 : 50) remontent au tout début du régime de Mobutu. Mobutu souhaitait en effet contrôler Kinshasa, laquelle était traditionnellement à la merci des provinces du Bas-Congo et de Bandundu, tout en freinant les ambitions hostiles de la région de Kasai et en affaiblissant les pouvoirs traditionnels situés à l'Est. Pour ce faire, il lui était nécessaire de susciter des conflits entre les différents chefs traditionnels et de parachever « l'encercllement » de la région de Kasai. Dans le contexte du déclin économique et l'affaiblissement de l'État central, cependant, Mobutu décida d'abandonner ce projet.

L'arrivée du régime de Laurent Kabila renforça la division « Est-Ouest ». Originaire de l'Est (le Katanga constituait son bastion), Kabila annula la « zaïrianité » imposée par Mobutu (le pays fut alors rebaptisé Congo) et changea la langue nationale du Lingala au Swahili (De Villers 1998 : 90ff). L'imposition de cette « Congolité » provoqua un sentiment d'opposition et de méfiance parmi les populations de « l'Ouest », plus particulièrement à Kinshasa ; il s'agit là d'un point essentiel pour comprendre les développements politiques les plus récents.

5.1.1. Katanga

La province du Katanga (anciennement connue sous le nom de Shaba) est l'archétype d'une « périphérie » congolaise qui a toujours maintenu une bonne distance par rapport à l'État central (Pourtier 1997 : 22), en dépit du fait que cette province ait toujours joué un rôle crucial dans le cadre de la viabilité économique de l'État. Les populations katangaises, y compris les élites, continuèrent à faire preuve de loyauté envers ce qui devint la région Shaba, bien après l'échec du mouvement sécessionniste de 1963, considérant le « Zaïre » avec méfiance, comme une création de Kinshasa.

Comme il l'a été évoqué plus haut, les opérations d'extraction de cuivre et de cobalt de l'entreprise publique Gécamines, situées à Shaba généraient entre 60 et 80 pour-cent de la devise forte du pays. Or, les Shabans étaient mécontents de subventionner de cette manière le reste du pays. Mobutu continua à s'inquiéter des sentiments sécessionnistes qui existaient au sein de cette province. C'est dans cette optique qu'il bâtit le projet de ligne à haute tension d'Inga-Shaba, un projet qui est souvent décrit dans la documentation disponible et au sein de la communauté chargée de l'élaboration des politiques comme un énorme « éléphant blanc ». Les allégeances des populations et des élites envers l'ancien Katanga (désormais appelé Shaba) restaient fortes même à la suite de la première tentative sécessionniste qui prit fin en janvier 1963. Tout au long de la décennie suivante, les Shabans continuèrent à estimer que le Zaïre ne comprenait que les habitants de Kinshasa, et qu'ils en étaient exclus. Shaba avait autrefois fourni 60 à 80 pour-cent de la devise forte du Zaïre, la région étant le principal producteur de cuivre et de cobalt du pays ; les Shabans étaient parfaitement conscients du fait qu'ils étaient l'une des principales sources de prospérité économique du pays et ceci renforçait leurs désirs latents d'obtenir une autonomie régionale. Il était largement reconnu

que le Président Mobutu, même à l'apogée de son pouvoir vers la fin des années soixante et au début des années soixante-dix, continuait à s'inquiéter d'une nouvelle sécession. Comme l'écrit Willame (1997: 3) : « dans le cas d'un soulèvement katangais, Kinshasa avait la possibilité d'« appuyer sur un bouton » pour couper l'alimentation électrique de l'industrie minière. En 1977 et 1978, les deux guerres de Shaba (...) posèrent une menace directe de séparatisme et menacèrent sérieusement la viabilité du régime politique ».

Les tendances séparatistes refirent surface au Katanga au début des années quatre-vingt-dix, lorsque le président Mobutu (soucieux d'affaiblir son principal opposant politique, Étienne Tshisekedi, un Luba provenant du Kasai Oriental) provoqua des tensions entre les Katangais « originaires » et la grande communauté d'immigrants Luba de Kasai (ICG 2006b : 1) lesquels détenaient la majorité des postes administratifs, industriels et techniques depuis leur arrivée sur le territoire au cours de l'époque coloniale (Pourtier 1997 : 145ff.). Étant donné que Gécamines avait pratiquement fait faillite, « le chômage et la pauvreté conséquents fournirent un terrain fertile pour le recrutement des jeunes en colère. Les alliés de Mobutu dans la province accusèrent la population urbaine Luba de leur avoir volé leurs emplois et au cours des années 1992-1993 ces tensions dégénérèrent en purges ethniques au cours desquelles plus de 5 000 personnes furent massacrées et près de 1 350 000 furent déplacées par la force » (ICG 2006b: 1). « le renouveau de la sécession katangaise était toutefois irréaliste » (Willame 1997: 3). Après le déclin de Gécamines « aucune société étrangère n'était réellement intéressée par les entreprises de cuivre ou de cobalt de la province ».

De nouvelles tensions virent le jour au Katanga après que Laurent Kabila se soit emparé du pouvoir en 1997 (ICG 2006b : 1). Lorsque Kabila rompit ses relations avec ses alliés rwandais et ougandais en 1998, les politiciens des régions situées au nord du Katanga (issus essentiellement de l'entourage familial et du groupe ethnique de Kabila, à savoir les Balubas) vinrent occuper les principaux postes des forces de sécurité et de l'administration (Diangitukwa 2001 : 201ff.). Trois principaux conflits ont divisé la province du Katanga depuis l'arrivée de Kabila au pouvoir, certains de ces conflits ayant de profondes racines historiques, comme ceci l'a été exploré de façon exhaustive par l'International Crisis Group (ICG 2006b).

Le premier de ces conflits est une division Nord-Sud, caractérisée par des différences ethniques et économiques (ICG 2006b : 5f.). L'agriculture constitue la principale activité du Nord et cette région est souvent appelée le « Katanga inutile » ; Le Sud en revanche dispose de mines de cuivre et de cobalt qui lui ont permis de s'enrichir.

La prédominance des politiciens du Nord dans les arènes politiques nationales et provinciales a créé une grande rancœur parmi les gens du Sud à partir du moment où le pays acquit l'indépendance. Ce ressentiment fut d'ailleurs un facteur crucial dans le cadre des guerres qui se déroulèrent après l'indépendance. Si Mobutu parvint initialement à éliminer le conflit, celui-ci refit surface après l'arrivée des Kabilas au pouvoir. Le père et le fils ayant nommé des nordistes aux postes des forces de sécurité et de l'administration, des conflits éclatèrent dans la province au cours des années 2004-2005, apparemment provoqués par des hommes politiques de Kinshasa qui cherchaient à protéger les intérêts miniers.

Le second conflit décrit par l'ICG eut lieu entre les « originaires » et les « non-originaires » (ICG 2006b: 4). Ce conflit opposa les Katangais « originaires » aux immigrants kasaiens. Durant l'ère coloniale, les Lubas de Kasai avaient été déployés au Katanga pour gérer le secteur minier et l'administration ; ceux-ci devinrent la cible des campagnes d'épuration

ethnique du début des années quatre-vingt-dix décrites ci-dessus. Si ces tensions finirent par s'éteindre, elles revirent le jour durant les élections de 2006 et furent la cause des violentes confrontations entre l'UDPS de Tshisekedi et l'Union des Nationalistes Fédéralistes du Congo (UNAFEC)³⁰.

Le troisième conflit se produisit entre les Mai-Mai du nord du Katanga. L'ICG (ICG 2006b : 2ff.) a rapporté que Laurent Kabila créa les milices Mai-Mai de la région pendant la guerre vers la fin des années quatre-vingt-dix pour endiguer l'avancée des forces rebelles appuyées par le Rwanda. Les divers combats qui éclatèrent entre ces milices au cours des récentes années portaient sur les taxes locales et les butins de braconnage.

D'un point de vue économique, le Katanga est de loin la province du Congo la plus riche, détenant respectivement 34% et 10% des réserves mondiales de cobalt et cuivre (ICG 2006b : 8). À la suite de l'effondrement de Gécamines, l'exploitation minière artisanale est devenue dominante dans la province et un certain nombre de petits entrepreneurs, opérant en dehors des marges de la légalité, se sont introduits dans le secteur, grâce, selon les informations disponibles, aux relations politiques dont ils disposaient à Kinshasa (Rubbers 2004 ; Pourtier 2003b ; ICG 2006b.).

L'économie katangaise a depuis toujours été axée sur l'Afrique australe, en particulier l'Afrique du Sud et ses ports maritimes (Pourtier 1997 : 22f. ; 2003a : 26f.). Lorsque les opérations d'extraction du cuivre débutèrent à Lubumbashi en 1910, les principales liaisons de transport étaient reliées au réseau de transport sud-africain. Aujourd'hui encore, la province reste entièrement dépendante des pays limitrophes au sud. S'il existe des réseaux routiers entre le Katanga et les pays voisins, il n'existe aucune liaison routière convenable reliant la province au reste du pays.

5.1.2. Kasai

La question de l'identité des Kasaiens (essentiellement Lubas) demeure l'un des aspects les plus importants de la géopolitique congolaise contemporaine (Pourtier 1998 : 139ff.). Si les Lubas représentent le plus grand groupe ethnique du pays (entre 5 et 10 millions de membres selon diverses sources), ceux-ci ont toujours eu un point d'ancrage territorial particulièrement limité. Déracinés par l'impact de la traite des esclaves organisée par les Arabes au cours du XIX^e siècle, l'imposition du régime colonial renforça encore davantage leur « mobilité », dans la mesure où l'exploitation de la colonie (plus particulièrement dans le cadre du développement de l'industrie minière du Katanga) nécessitait la migration vers l'Est des travailleurs Lubas.

Considérés comme des « nègres supérieurs », les Lubas bénéficièrent d'un traitement préférentiel de la part de l'administration coloniale, de l'Église Catholique et des intérêts commerciaux. Ce traitement préférentiel (ajouté à leur mobilité) facilita la réussite économique des Lubas ce qui leur valut le surnom de « Juifs du Congo ». La montée sociale très voyante des Lubas contribua à alimenter les tensions ethniques et entraîna le développement d'un sentiment « anti-Luba » de plus en plus vif parmi les « exclus ».

³⁰Également connu sous le nom d'Union des Nationalistes et des Fédéralistes Congolais, ce parti fut fondé en 2001, il est dirigé par Honorius Kisimba Ngoy. Voir l'Electoral Institute of South Africa, <http://www.eisa.org.za/WEP/RDCparties4.htm>

En 1959-1960, cette situation donna lieu au premier déplacement des Lubas (il s'agit du premier déplacement de population pour raison ethnique sur le continent africain) (Pourtier 1998 : 142f.). Confrontés à la dominance des Lubas à Luluabourg (Luluabourg était à l'époque la principale ville de la province du Kasai unifié) les Lulus « natifs » organisèrent l'expatriation par la force de près de 90 000 à 140 000 « immigrants » Lubas . Ces derniers furent déplacés vers leurs « terres ancestrales » dans l'Est de la province, en particulier vers la ville de Bakwanga qui fut rebaptisée Mbuji Mayi (Mbuji Mayi est aujourd'hui la seconde plus grande ville du pays). Les déplacements des années 1959-1960 et leur retour aux « terres ancestrales » renforça la « particularité » ethnique des Lubas. Lorsque le pays obtint l'indépendance, les Lubas proclamèrent « l'État autonome du Sud Kasai », lequel devint l'une des 22 « provincettes » qui furent établies après la défaite de la rébellion en 1962. Le régime de Mobutu confirma alors le divorce entre les Lulus et les Lubas. La province du Kasai anciennement unifiée fut divisée en deux régions : le Kasai Occidental (dont Kanaga était la capitale) et le Kasai Oriental (ayant Mbuji Mayi pour capitale).

Au cours de la Seconde République, les Lubas « restèrent extrêmement visibles dans la vie politique. La stratégie du président Mobutu consistait à intégrer systématiquement les élites Lubas au sein des hautes sphères de la hiérarchie politique afin de mieux les surveiller. Depuis 1978, Étienne Tshisekedi constitue l'un des plus virulents opposants au régime parmi l'élite Luba ; celui-ci, surnommé le « Moïse zaïrois », mena une lutte prolongée contre Mobutu, avec l'aide de dix autres Kasaiens, » (Willame 1997 : 3). Dans le but d'affaiblir son opposant Luba lors de la transition politique qui eut lieu au début des années quatre-vingt-dix, Mobutu provoqua les déplacements ethniques de la communauté Luba du Katanga en 1992/93 (voir plus haut). Paradoxalement, ces déplacements massifs renforcèrent l'homogénéité ethnique du groupe Luba-Kasai et finirent par confirmer l'importance de Mbuji Mayi en tant que région clé dans la géopolitique congolaise (une situation qui avait tendance à consolider la position de Tshisekedi au sein de la vie politique nationale (Pourtier 1998 : 153). Sous le règne de Laurent Kabila, certaines élites kasaiennes soigneusement sélectionnées (comme notamment Kanengele, Mpoyo et Kazadi) furent recrutées pour occuper des postes clés au sein du nouveau régime (Diangitukwa 2001 : 201ff.).

Du point de vue économique, le Kasai a acquis une importance considérable depuis le début des années quatre-vingt-dix. Avec l'implosion de Gécamines, les Lubas ont pris les rênes du commerce des diamants (dans leur bastion du Kasai Oriental), la plus importante source de richesse du Congo (Misser et Vallée 2000). Si les diamants ne représentaient que 8% du total des exportations en 1970 (Gécamines détenant 76% de cette part), ce pourcentage grimpa à 47,9% en 1996 (Gécamines ne détenant plus que 20% de cette part). Ces statistiques officielles sous-estiment toutefois la « réelle » importance des diamants dans l'économie congolaise dans la mesure où ceux-ci constituent de par leur nature, l'un des éléments fondamentaux de la contrebande et des exportations illégales. Le gouvernement de Kabila a tenté, en vain, de prendre le contrôle de l'industrie du diamant au Kasai, notamment à la Miba, mais les « gémmocrates » nationaux et internationaux restent dominants.

Willame (1997: 3) soutient que les Kasaiens (et notamment les Lubas) étaient « considérés avec méfiance » dans la mesure où, vers la fin des années quatre-vingt-dix, la province devint le centre de la « vraie » économie de la RDC. Cette perception fut renforcée par les rôles clés joués par les Kasaiens au sein de ce qui représentait à l'époque le principal parti d'opposition, à savoir l'UDPS.

La méfiance dont faisait l'objet la communauté Luba était également visible au sein du Kasai Oriental où les Tetelas (Samkuru) et les Songyés (Kabinda) souhaitent obtenir l'autonomie auprès des Lubas « dominateurs » à Mbuji Mayi (Pourtier 1997 : 28).

Tout comme dans le cas de l'économie katangaise, l'économie kasaïenne était lourdement axée sur les pays d'Afrique australe, et plus particulièrement sur l'Afrique du Sud (Pourtier 1997 : 22f. ;2003 : 26f.). Lorsque les lignes des chemins de fer nationales cessèrent de fonctionner en 1994, la province se retrouva dans une « situation d'enclave ». Les élites régionales, et plus particulièrement celles situées dans la « capitale du diamant, Mbuji Mayi », réagirent en mettant sur pied un système de transport aérien auto organisé permettant de relier la province à Johannesburg et à Dubaï.

5.1.3. Les Kivus

Avant les années soixante-dix, les élites locales des Kivus ne se préoccupaient guère de la vie politique nationale (Willame 1997 : 3). Dans les années quatre-vingt cependant, le régime de Mobutu accorda à cette province un certain degré d'autonomie et les élites régionales se virent alors attribuer une marge de manœuvre considérable (Bucyalimwe Mararo 2005 : 181)³¹. L'« Association Coopérative des Groupements d'Éleveurs au Nord-Kivu » (ACOGENOKI) renforça son contrôle sur la partie nord de la province, tandis que la région toute entière était affectée par les rébellions de l'ARN de Museveni (Armée de Résistance Nationale) et l'ALPS de Garang (Armée de Libération Populaire du Soudan) lesquelles opéraient toutes deux à partir du territoire du Kivu.

En 1987, le régime de Mobutu choisit le Kivu comme une région pilote pour un « découpage expérimental » dans le cadre d'un nouveau programme de décentralisation et de développement (Bucyalimwe Mararo 2005 : 161ff.). Le Kivu fut divisé en trois provinces autonomes au cours de l'année suivante : Maniema (capitale : Kindu), Sud Kivu (capitale : Bukavu) et Nord Kivu (capitale : Goma). Mais au lieu de promouvoir la décentralisation et le développement, ce programme parallèlement à la législation sur la citoyenneté exclusive, prépara le terrain pour l'instabilité des années quatre-vingt-dix. Les Kivus tombèrent de plus en plus sous le contrôle de Kinshasa, devenant la « poudrière » du Congo ; on constate en effet que toutes les guerres qui ont éclaté depuis les années quatre-vingt-dix trouvent leur source dans cette région.

La première guerre qui éclata en 1993 était principalement un conflit lié à la distribution des terres ; cette guerre opposa les agriculteurs « natifs » (en particuliers les Hundes) aux Banyarwandas « non-natifs » (des immigrants d'origines rwandaises, essentiellement Hutus, qui constituaient la majorité de la population de cette région au début des années quatre-vingt-dix) (Mathieu et al. 1997 : 131ff.). Entre 3 000 et 14 000 personnes trouvèrent la mort et près de 140 000 furent déplacées au cours de cette guerre « ethnique » liée à la rareté des terres fertiles. En 1994, l'arrivée massive des réfugiés Hutus (1,2 million) qui avaient fui le Rwanda, envenima davantage la guerre, laquelle se mit à cibler progressivement la population Tutsi. À partir de 1996, la violence ethnique changea de cap pour s'attaquer aux Tutsis du Sud Kivu (les Banyamulenges qui vivaient dans cette région depuis plusieurs décennies). Si l'

³¹ Nos données concernant les Kivus s'appuient en grande partie sur les travaux de Bucyalimwe Mararo (2005) ; dans la mesure où ses écrits expriment manifestement un sentiment anti-rwandais, ceux-ci doivent être traités avec prudence. De plus amples recherches devraient être réalisées pour vérifier ce qui est rapporté ici.

« auto-défense » des Banyamulenges était initialement dirigée contre les camps de réfugiés Hutus, elle devint rapidement une base pour la rébellion réussie de Laurent Kabila³².

À l'issue de la guerre de 1996, puis de la guerre de 1998, les Kivus furent le théâtre d'extrêmes actes de violences qui donnèrent lieu à des massacres considérables ; Kinshasa perdit alors le contrôle de la province (Bucyalimwe Mararo 2005 : 164ff.). La province devint une « zone de nondroit » dominée et exploitée par le Rwanda, l'Ouganda et le Burundi. Bukavu devint le bastion de l'anti-Mobutisme et de la lutte contre « l'occupation rwandaise », tandis que Goma était dominée par le RCD. Maniema finit également par tomber sous l'influence grandissante du RCD.

Laurent Kabila n'était pas en mesure de regagner le contrôle des Kivus. Après avoir rompu ses relations avec ses alliés rwandais et ougandais en 1998, il expulsa de son entourage les membres provenant du Kivu considérant désormais ceux-ci comme des ennemis (Bucyalimwe Mararo 2005 : 182). Joseph Kabila décida de changer de tactique et réunit apparemment un grand nombre de personnes originaires des Kivus dans son entourage immédiat du « Parti Populaire pour la Reconstruction et le Développement » (PPRD) (une alliance qui sembla jouer un rôle crucial dans la victoire remportée par Kabila aux élections de 2006). Bucyalimwe Mararo (2005, 186) soutient que la crise au sein des Kivus a rendu cette région extrêmement importante du point de vue de la politique de la RDC.

5.1.4. Orientale

Selon René Lemarchand (1964 : 130-131), le mouvement nationaliste de la province Orientale puisait ses forces dans la rancœur populaire envers les missionnaires Catholiques qui avaient impitoyablement éliminé les organisations islamiques de la province durant la période coloniale. La province Orientale devint le bastion politique de Patrice Lumumba et fournit 21 des 33 membres de l'Assemblée, lorsque sa faction du MNC remporta les élections de 1960 (Lemarchand, 1964 : 224)³³. En 1960, alors que le pays nouvellement indépendant traversait une grande confusion politique, les partisans de Lumumba, menés par Antoine Gizenga et rassemblés à Kisangani (baptisée à l'époque Stanleyville), tentèrent d'établir un gouvernement rivalisant avec le gouvernement central de Kinshasa (baptisée à l'époque Léopoldville). Le régime de Stanleyville parvint à contrôler la plus grande partie de la région jusqu'en 1962, lorsque le gouvernement central regagna le contrôle. On notera également que d'autres rébellions se produisirent tout au long des années soixante. Il est curieux de constater que, mis à part les travaux récents de l'ICG sur Ituri, très peu de recherches existent sur cette province pourtant si cruciale à l'histoire politique de la RDC.

³² Voir le manuscrit non publié de Stephen Jackson "Sons of which Soil" pour une discussion détaillée des diverses manières selon lesquelles « l'autochtonie » adoptée par la population non-Rwandophone pour traiter « l'indigénéité » servit à mobiliser la violence sur le terrain contre ceux qui étaient catalogués en tant qu' « étrangers » (un phénomène qui semble être la seule base unifiante promue par les élites nationales à travers le territoire congolais).

³³ Il est intéressant de noter que Lumumba, né au Kasai, avait fait son entrée dans le monde politique en tant que membre de l'un des plus importants « clubs d'évolués » de la province Orientale, à savoir l' Association des Évolués » de Stanleyville, à laquelle il adhéra en 1951. Cette même année, il fut nommé président de l' Association des Postiers de la Province Orientale (APIPO), qu'il avait rejoint en tant qu'officier des services postaux à Stanleyville. (Lemarchand, 1964: 198-99).

5.1.5. L'Équateur

La province de l'Équateur était la région d'attache et le bastion du Président Mobutu. Grâce à cette affiliation, les habitants de l'Équateur (et plus particulièrement ceux appartenant au même groupe ethnique que Mobutu, à savoir les Ngbandi) bénéficiaient d'une position privilégiée et occupaient des postes clés au sein du régime de Mobutu (Nkamany A Baleme 1997 : 81f.). Si la province bénéficiait dans l'ensemble d'un traitement préférentiel, on notera toutefois qu'il y a toujours eu une division distincte entre les habitants du Sud (les Mongos) et ceux du Nord (les Bangelas), ces derniers jouissant de la plupart des privilèges (Pourtier 1997 : 28). Lorsque le régime de Mobutu s'effondra et que les privilèges associés disparurent, la province devint le bastion du MLC de Bemba (De Villers 2005 : 48). Encore une fois, nous n'avons trouvé aucune étude universitaire significative sur la province l'Équateur, à l'exception de l'ICG (2006c) qui a exposé les intérêts familiaux de Bemba.

5.1.6. Bas-Congo

« Le Kongo nationalisme » qui avait été une référence politique importante dans les années soixante n'était plus une force ethnique significative sous la Seconde République. Peu de temps après l'indépendance, les membres des élites Kongo revendiquèrent haut et fort leurs droits en tant que premiers occupants de la capitale, mais finirent par la suite par renoncer discrètement à leur lutte pour l'autonomie politique. Ayant développé de bonnes relations avec le régime de Mobutu, ceux-ci étaient désormais libres de se lancer dans les affaires et le commerce de grande envergure, leur position étant par ailleurs facilitée grâce à l'emplacement stratégique de la région située à proximité de la mer et bénéficiant d'un système routier et ferroviaire relativement efficace depuis plusieurs années. En d'autres termes, cette région qui constituait un grenier pour la capitale, atténua ses revendications en échange de récompenses et d'avantages purement politiques » (Willame 1997 : 4).

Le « Kongo nationalisme » connut toutefois un certain renouveau dans les années quatre-vingt-dix, essentiellement alimenté par l'utopie visant à réinstaurer l'ancien « Royaume du Kongo » (De Villers 1998 : 94). Puisant son argument dans le ressentiment populaire envers les « non originaires » qui étaient à la tête de certaines entreprises publiques et d'autres appartenant à l'État (Willame 1997 : 4), une organisation politico-religieuse baptisée le « Royaume-Uni du Kongo » (RUK) organisa des violentes manifestations à Kinshasa au début de l'année 1996 (De Villers 1998 : 94). Sous le régime de Laurent Kabila, le RUK organisa une autre marche de protestation en juillet 1998 au cours de laquelle les manifestants s'affrontèrent à l'armée. Dans l'ensemble, ces revendications pour l'autonomie ou même l'indépendance de la région étaient essentiellement symboliques (les habitants de la province comprenaient que leur futur dépendait de Kinshasa) et la fragmentation de la direction Kongolaise empêcha la formation d'un robuste mouvement ethnonationaliste.

5.1.7. Synthèse des dynamiques intrarégionales et des modèles traditionnels du pouvoir

Il est clair que les identités et les réseaux régionaux s'étaient progressivement réaffirmés au fur et à mesure que le pouvoir de l'État central s'amenuisait. Ce facteur constitue l'une des principales caractéristiques du processus de formation de l'État et de l'effondrement étatique de la RDC. Les politiques ethniques, qui, comme nous l'avons vu dans la section précédente, restent encore aujourd'hui au cœur de la dynamique politique du pays, puisent leur origine dans l'économie politique des régions. Ce rapide examen des dynamiques intrarégionales met en évidence à la fois leur importance du point de vue de la vie politique congolaise et le peu

de connaissances dont nous disposons par rapport aux caractéristiques spécifiques à chaque région. Cet examen suggère aussi qu'il convient d'adopter une attitude plus prudente, ou en tout cas moins triomphale, envers les plans visant à décentraliser radicalement le pays.

5.2. L'anatomie régionale du pouvoir

Il existe une documentation très exhaustive sur la région des Grands Lacs et sur les divers aspects des conflits, que nous n'avons pas entièrement assimilée dans le cadre de cette étude par manque de temps et d'espace. Il semble toutefois que cette documentation ne comporte aucune information détaillée sur les liens commerciaux noués entre les intérêts de sociétés européennes et les acteurs politico-commerciaux du Congo et entre les intervenants commerciaux régionaux et les acteurs congolais.

Le Congo-Zaïre est soumis depuis plusieurs années à de multiples intérêts externes qu'il est souvent très difficile de distinguer. Alors que la plupart des pays africains se heurtaient à l'ingérence continue de leurs anciens dominateurs coloniaux, le Congo était depuis le départ confronté aux interventions souvent contradictoires de la Belgique, des États-Unis et de la France (une « Troïka » qui allait jouer un rôle crucial à la fois dans la montée au pouvoir de Mobutu et dans la survie de celui-ci (Willame 1992). Sous l'influence de ces puissances « mondiales », le destin de la RDC est profondément enchevêtré dans les dynamiques régionales de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique Australe, dans la mesure où ses pays limitrophes ont des intérêts immédiats, souvent extrêmement contradictoires dans le pays. Les deux facteurs qui déterminent les relations de la RDC avec ses voisins sont les richesses minières et la sécurité. Si la RDC est riche en eau, en énergie hydroélectrique et en biodiversité, elle regorge surtout de matières premières (le pays est souvent appelé un « scandale géologique ») qui suscitent l'intérêt d'intervenants régionaux et internationaux (Braeckman 2006 : 181).

On constate en effet que l'Inde et la Chine sont de plus en plus présentes dans l'exploitation des ressources minérales du Congo (Braeckman 2006 : 181f.). Au Katanga, des milliers d'entrepreneurs asiatiques vont acheter des sacs de minéraux directement auprès des pelleuses ; la Chine en particulier a un appétit insatiable pour le cuivre et le cobalt. Contrairement aux donateurs occidentaux qui attachent de multiples conditions à leur soutien et à leurs investissements, les acteurs chinois, indiens et même brésiliens font preuve de beaucoup plus de souplesse.

L'instabilité de la RDC et le refuge qu'elle offre aux mouvements rebelles armés des pays limitrophes sont également des facteurs alimentant les flux interrégionaux de conflits. L'Angola est sans doute plus intéressée par l'impact que les conflits au sein de la RDC peuvent avoir sur sa propre sécurité que par les richesses minières du pays. Si beaucoup accusent le Rwanda de détenir des intérêts dans les richesses de l'Est du Congo, le gouvernement de Kagame est sans doute plus motivé par la présence continue des forces armées de l'ancien régime rwandais et de l'interahamwe de l'autre côté de sa frontière.

6. L'Évolution du Pourvoir Religieux

La religion occupe une place de choix au sein de la vie politique congolaise depuis l'époque coloniale. Près de quatre-vingts pour-cent des Congolais sont chrétiens, la grande majorité étant catholique. La plupart des non-chrétiens suivent soit des religions traditionnelles ou des cultes syncrétiques. Les religions traditionnelles englobent des concepts tels que le

monothéisme, l'animisme, le vitalisme, le culte des ancêtres et des esprits, la sorcellerie et l'occultisme et varient énormément en fonction des groupes ethniques. Les cultes synchrétiques allient souvent la doctrine chrétienne à des croyances ou des rites traditionnels. Le plus populaire de ces cultes, le Kimbanguisme, était perçu comme une menace par le régime colonial et fut interdit par les autorités belges. Le Kimbanguisme, sous son appellation officielle d'« Église de Jésus-Christ sur la Terre par le Prophète Simon Kimbangu », comptait près de trois millions de fidèles au début des années 2000, ceux-ci étant essentiellement représentés par les Bakongos du Bas-Congo et de Kinshasa.

Le paysage religieux congolais est traditionnellement dominé par trois principaux acteurs : l'Église Catholique, l'Église Protestante et l'Église Kimbanguiste, tandis que l'Islam a récemment acquis de l'importance. Sur une population de 60 millions, on compte près 50% de Catholiques, 20% de Protestants, 10% de Kimbanguistes, et 10% de Musulmans (Département d'État des États-Unis 2005). Depuis l'instauration de la transition politique en 1990, les églises indépendantes et les groupes de prières se sont développés de façon spectaculaire à travers tout le pays.

L'Église Catholique était historiquement l'acteur religieux le plus puissant ; son importance est reflétée dans les ressources matérielles dont elle dispose, la taille de ses infrastructures et le nombre de ses fidèles (Oyatambwe 1997 : 20f.). « L'ampleur de son rôle économique et social à travers le pays tout entier est démontrée par le fait que, même à la suite de l'effondrement des structures et des institutions étatiques, l'Église resta l'un des principaux piliers de l'économie informelle, et le principal fournisseur de soins de santé et d'éducation. » (Willame 1997 : 5).

La relation qui existe entre l'Église Catholique et les pouvoirs politiques du Congo a toujours été particulièrement complexe. Avant l'indépendance, l'Église Catholique constituait l'un des principaux piliers de la domination coloniale, jouissant d'un quasi-monopole sur la provision de soins de santé et de l'enseignement (Oyatambwe 1997: 15ff.). À l'encontre des missionnaires protestants qui dénonçaient la brutalité du régime colonial belge, l'Église Catholique restait en grande partie silencieuse et entretenait des liens étroits avec les pouvoirs coloniaux. Lorsque le pays acquit l'indépendance, l'Église Catholique se rangea auprès de Mobutu, lequel était perçu comme une force bénéfique pour la stabilité du pays après les violentes agitations dont fut victime la Première République et qui avaient également affecté l'Église Catholique (Braeckman 1992 : 175ff.). Lorsqu'en 1972, Mobutu prôna l'« authenticité zaïroise » impliquant, entre autres choses, l'élimination des prénoms chrétiens, l'abolition des jours fériés chrétiens et la subordination des organisations catholiques sous la domination du MPR, l'Église Catholique entama de vives querelles avec le régime de Mobutu. Sous la direction du Cardinal Malula, l'Église Catholique saisit cette occasion pour dénoncer les tendances de plus en plus dictatoriales du régime. La réponse de Mobutu fut ferme : Malula fut expulsé de sa résidence et forcé à fuir le pays (celui-ci ne revint qu'après avoir accepté la soumission de l'Église Catholique au MPR (Diangitukwa 1997 : 96).

Si l'Église Catholique semblait avoir adopté une « distance réprobatrice » vers la fin des années soixante-dix, elle devint muette par rapport à la prédation et au despotisme du régime de Mobutu pendant toutes les années quatre-vingt (Oyatambwe 1997 : 184ff.). Déployant les mêmes tactiques qu'il avait adoptées auprès des élites ethno-régionales, Mobutu réussit à « acheter » le silence des élites catholiques pendant la plus grande partie de son mandat. Ce ne fut qu'avec l'arrivée du « processus de démocratisation » en 1990 que l'Église Catholique

reprit une attitude désapprobatrice envers le régime de Mobutu. Ceci peut s'expliquer par la division qui existait entre les « rangs supérieurs » de l'Église et ses « rangs inférieurs » (Willame 1994: 137). Si l'Épiscopat fit toute une série de déclarations critiques, notamment en 1990, il entretenait toutefois un dialogue ouvert avec le régime de Mobutu et participa de façon bien visible au processus de transition (CNS, le Parlement transitoire) (Oyatambwe 1997 : 184ff.). Bien que l'Église Catholique ait adopté une attitude de plus en plus réprobatrice à l'égard du régime de Mobutu, ses niveaux hiérarchiques affichèrent de sérieuses divisions au fur et à mesure que Mobutu et Tshisekedi cherchèrent à nommer leurs « propres » évêques. Les rangs inférieurs du clergé rompèrent leurs relations de manière plus décisive avec le régime Mobutu, notamment après l'organisation des « marches d'espoir » de 1992 lors desquelles de nombreux chrétiens trouvèrent la mort dans un massacre commis par le régime.

À la différence de l'Église Catholique, les Églises Protestantes et Kimbanguiste adoptèrent la « logique du pouvoir » en soutenant activement le régime de Mobutu (Diangitukwa 1997 : 100ff.). Face au traitement préférentiel de l'Église Catholique pendant la domination coloniale (les dirigeants Kimbanguistes avaient été persécutés et déportés par l'administration coloniale), ces deux Églises voyaient l'arrivée de Mobutu et de son projet nationaliste « authentique » comme l'occasion leur permettant de consolider leur propre position et d'établir une collaboration ouverte ; cette situation fut habilement exploitée par le régime de Mobutu. Dans le cadre de l'opposition exprimée par l'Église Catholique au début des années soixante-dix, Mobutu chercha à « déjouer son influence profonde sur la société et son puissant arsenal de services sociaux dans les secteurs de l'enseignement et des soins de santé en accordant sa protection aux Protestants et notamment à l'Église Kimbanguiste 'native' » (Willame 1997: 4f.).

Cette situation entraîna la création d'un système de « pouvoirs partagés » dans la mesure où un ministère ou un vice-ministère était toujours réservé pour les deux Églises (Diangitukwa 1997 : 103ff.). Le Kimbanguiste Wamba se voyait systématiquement confier le vice-ministère des affaires sociales tandis que les Protestants issus de la province de l'Équateur, la région d'attache de Mobutu (plus particulièrement Bokeleale en sa qualité de président de l'Église du Christ au Zaïre (ECZ)) occupaient régulièrement des postes importants. Avec l'arrivée de la transition politique, l'Église Kimbanguiste et l'Église Protestante (mises à part certaines élites Protestantes de la région du Kasai) maintinrent leur collaboration avec le régime de Mobutu. On citera à titre d'exemple que Bokeleale, président de l'ECZ, resta un proche allié et conseiller du président Mobutu. Ce n'est qu'au sein des rangs inférieurs de l'Église Protestante que certains représentants avaient des sympathies envers l'UDPS. En 2004, les principales Églises officielles conclurent un pacte œcuménique visant à préparer les fidèles aux élections (Braeckman 2005 : 131). Les électeurs potentiels étaient invités à discuter des qualités de leurs candidats et étaient informés au sujet des procédures électorales.

Depuis la chute du régime de Mobutu, on constate une prolifération de groupes de prières, d'Églises évangéliques et de mouvement exorcistes et messianiques, particulièrement dans la capitale. Un grand nombre de ces organisations sont par ailleurs d'origine étrangère. Elles disposent d'émissions radiodiffusées et télévisées et leurs activités sont fréquemment mentionnées dans les médias imprimés. Willame (1997 : 5) a exposé leur influence grandissante parmi les populations pauvres et les proches du président, y compris certains officiers militaires et des membres des services de sécurité. Certains interprètent cette prolifération de mouvements religieux comme des tentatives de reconstruction sociale, culturelle et politique offrant des solutions symboliques ou réelles aux problèmes quotidiens

(Kuyu Mwissa 1996 : 18ff.). Les chefs spirituels de ces « néocommunautés chrétiennes », appelés des « pères sociaux », constituent des guides d'opinion et occupent des positions de pouvoir de plus en plus importantes.

On constate encore une fois que ce type d'organisations prospère particulièrement bien dans un contexte où les organisations étatiques et les partis politiques sont affaiblis. Parallèlement au rôle majeur qu'elles jouent dans la prestation de services, et notamment dans les secteurs de l'enseignement et des soins de santé, les Églises les mieux établies et les évangéliques dont le nombre ne cesse de croître, pourraient venir à jouer un rôle diversifié dans le cadre de la lutte contre le VIH/SIDA ou de l'établissement d'allégeances envers les autorités de l'État central. Si certaines organisations religieuses peuvent en effet peut-être contribuer au processus de cicatrisation sociale après les périodes de guerre, certaines, en revanche aggravent les divisions qui existent au sein des populations en mettant l'accent sur les différences ethniques ou régionales. Il est par conséquent essentiel de mieux comprendre ces nouvelles forces religieuses, afin de mieux comprendre les réseaux sociaux et politiques opérant au sein du pays.

7. Perceptions Populaires vis-à-vis de l'état

Nous avons découvert très peu d'études explorant les perceptions populaires vis-à-vis de l'État. Si la Banque Mondiale (source : l'ICG, 2006c) a réalisé des enquêtes sur les perceptions populaires vis-à-vis de l'État dans le contexte des prestations de services publics, nous avons découvert très peu de travaux universitaires examinant les perceptions de l'État à travers toutes les couches sociales. Quelques études effectuées par des universitaires congolais expriment certains sentiments à l'égard de l'État, mais la mesure selon laquelle on pourrait raisonnablement soutenir que ces opinions reflètent les « perceptions populaires » est discutable (Nzongola-Ntalaja, 2002 et 2006)³⁴. Il se pourrait qu'il existe des enquêtes publiées dans la littérature grise de certaines ONG mais nous n'avons pas exploré cette voie. De toute évidence, il y a place pour une sérieuse enquête instruite par l'ethnographie politique et les politiques sociales. Une possibilité pour aller de l'avant consisterait à explorer les travaux d'auteurs et d'artistes congolais. Depelchin (1992, p.91) a noté à ce sujet que « Young, Turner, Callaghy, Gould et Schatzberg, pour ne citer qu'eux, plantent la scène de leur analyse à un niveau excluant automatiquement de la discussion les voix des artistes, qu'il s'agisse de peintres, de musiciens ou de poètes. »

8. Domaines Nécessitant des Recherches Stratégiques

• Recherches sur l'économie de la RDC

La documentation économique en langue française est extrêmement pauvre et celle en langue anglaise n'est guère mieux. Les principaux domaines où de plus amples recherches sont par conséquent requises sont :

³⁴Nous estimons qu'il existe sans doute des informations pertinentes dans la Politique Africaine No.84, ainsi que dans les documents stratégiques pour la réduction de la pauvreté, cependant nous n'avons été en mesure d'étudier ceux-ci.

- L'évolution de l'économie informelle depuis les travaux réalisés par McGaffery dans les années quatre-vingt-dix ; on pourrait par exemple envisager de développer les méthodologies déployées par McGaffery ³⁵ ;
- Des recherches visant à mieux comprendre la prestation de services publics dans le secteur informel (comme notamment les services de logement, de transports publics, de traitement des déchets, de santé et d'enseignement) ; le besoin pour ces recherches est particulièrement pressant ;
- Des recherches sur le rétablissement des infrastructures du pays, dans la mesure où les systèmes de transport aérien ne sont pas viables et ne peuvent par conséquent pas offrir une base solide pour une croissance économique dynamique ;
- Des recherches sur les bases et le potentiel de l'amélioration la productivité agricole ; il s'agit en effet d'un aspect revêtant une importance stratégique qui semble pourtant avoir été entièrement laissée de côté, tout comme la question des droits fonciers et celle de l'accès aux terres (laquelle constitue également une question politique très importante) ;
- Une documentation du processus de privatisation ; ce point semble particulièrement crucial à la lumière des connaissances déficientes qui ont instruit la cession d'importants actifs ;
- Des recherches sur d'autres méthodes possibles permettant de réindustrialiser le secteur minier ; ces travaux auraient également une importance stratégique ;
- Il existe un besoin stratégique en matière de recherches sur l'éventail d'acteurs nationaux et étrangers relevant du secteur privé intervenant au sein de la RDC. Si certains aspects des politiques et des communautés des ONG ont déjà entamé des travaux dans ce domaine³⁶, on ne sait encore presque rien sur les acteurs du secteur privé disposant potentiellement d'une très grande influence en coulisses ;

• **Recherches sur la reconstruction fiscale**

Mis à part les travaux réalisés par le Crisis States Research Centre, il n'existe pratiquement aucune recherche universitaire sur le système fiscal de la RDC.

- Il existe de toute évidence un grand besoin pour des recherches portant sur le lien qui existe entre les dispositifs de sécurité et les taxes douanières, ce lien s'avérant être crucial dans d'autres cas de figure, comme notamment dans la reconstruction fiscale de l'Afghanistan ;
- Il faudrait également effectuer des recherches visant à soutenir les efforts de politique de l'OFIDA, pour mieux comprendre les flux commerciaux licites et illicites en tant que bases fiscales ;

³⁵ Jackson (2002) est l'un des tout premiers chercheurs universitaires à avoir entrepris ce type de projet dans les Kivus.

³⁶ Voir Corporate Knights 2006, les rapports du panel des experts des Nations Unies (2001a, 2002a, 2002b) et la rapport de la commission parlementaire Lutundula.

• **Recherches sur la vie politique**

- Mieux comprendre les réseaux politiques : la documentation actuellement disponible reste vague au sujet de la réelle composition des réseaux politiques et de plus amples recherches sont requises pour documenter ces réseaux dans le détail afin de permettre de mieux comprendre les développements actuels ;
- Des recherches sur l'évolution des alliances politiques, notamment dans le contexte de ce qui semble présager une assemblée nouvellement constituée ;
- Les politiques intrarégionales : les études « provinciales » de la RDC comportent d'énormes lacunes. Les donateurs opèrent actuellement à « l'aveuglette » dans un grand nombre de régions du pays. Certaines provinces comme l'Équateur et Orientale semblent avoir échappé à toute enquête ;
- Des recherches examinant la relation qui existe entre les pouvoirs politiques officiels et les pouvoirs traditionnels importants dans le cadre de l'évolution vers la décentralisation ;

• **Recherches sur la décentralisation**

- Une étude des relations existant entre le centre et les provinces et les divers participants (Églises, sociétés civiles, etc)
- Des études sur les relations interprovinciales, les inégalités régionales et les modèles de redistribution interrégionale

• **Recherches sur la société civile et les perceptions populaires vis-à-vis de l'État**

- Étant donné la déficience de la documentation découverte dans ce domaine, il faudra procéder à de nouveaux travaux primaires

Bibliographie :

Bakajika, Banjilika Thomas (2004): *Partis et société civile du Congo-Zaïre : la démocratie en crise (1956-65 & 1990-97)* (Paris: Harmattan).

Bangoura, Dominique (1994) : *L'armée du Zaïre dans une période de transition politique*, in : *Défense nationale*, Vol 50, n°4, pp. 123-134.

Banque Centrale du Congo, *Rapport Annuel, années variant de 1975 à 2003*.

Bokamba, E.G. (1986) 'Education and development in Zaire.' Chez Nzongola-Ntalaja, G. (ed). *The Crisis in Zaire: Myths and Realities*, pp. 191-219. Trenton: Africa World Press.

Braeckman, Colette (1992) : *Le dinosaure : le Zaïre de Mobutu*. (Paris: Fayard).

Braeckman, Colette (1996) : *Terreur africaine. Burundi, Rwanda, Zaire : les racines de la violence*. (Paris: Fayard).

Braeckman, Colette (2005): *RDC: le défi des élections*, in: *Géopolitique africaine*, n°18, pp.129-137.

Braeckman, Colette (2006): *La RDC en voie de résurrection*, paru dans : *Géopolitique africaine*, n°22, pp.175-184.

Braeckman, C. (2006a) 'Congo's abandoned miners.' [publication enligne] *Le Monde diplomatique*. Disponible à : <<http://mondediplo.com/2006/07/06congo>> [source accédée le 19 juillet 2006]

Corporate Knights (2006) "Canadian Companies in the Congo and the OECD Guidelines" (juin) www.corporateknights.ca/content/page.asp?name=OECDmatrix

Bucyalimwe Mararo, Stanislas (2005) : *Kinshasa et le Kivu depuis 1987 : une histoire ambiguë*, paru dans : *Afrique des grands lacs*, 2004/2005, pp.161-186.

De Villers, Gauthier (1998) : *Identifications et mobilisations politiques au Congo-Kinshasa*, paru dans : *Politique africaine*, n°72, pp. 81-97.

De Villers, Gauthier (2005) : *La guerre dans les évolutions du Congo-Kinshasa*, paru dans: *Afrique contemporaine*, n°215, pp.47-70.

Depelchin, Jacques. (1992) *From the Congo Free State to Zaire: How Belgium Privatized the Economy: A History of Belgian Stock Companies in Congo-Zaire from 1885 to 1974*. Oxford : ABC.

Diangitukwa, Fweley (1997) : *Qui gouverne le Zaïre ? : la république des copains* (Paris: Harmattan).

Diangitukwa, Fweley (2001) : *Pouvoir et clientélisme au Congo-Zaïre-RDC* (Paris: Harmattan).

Dungia, Emmanuel (1992) : *Mobutu et l'argent du Zaïre : les révélations d'un diplomate ex-agent des services secrets* (Paris: Harmattan).

Ekpebu, L. B. (1989) *Zaire and the African Revolution*. Ibadan: Ibadan University Press. pp. 21-22.

Entreprise Générale Malta Forrest, site web officiel.
<http://www.egmforrest.com/uk/histo.html>

Evans, Peter (1995), *Embedded Autonomy: States & Industrial Transformation*. Princeton: Princeton University Press.

Initiative sur la Transparence des Industries Extractives (ITIE)(2006)
http://www.eitransparency.org/section/countries/_democraticrepublicofcongo

Global Witness (2006) *Digging in Corruption*

Goede, Meike de (2006) “*From Warlords to Criminal Statesmen: The Transformation of Military-Political Movements into Political Parties in the Democratic Republic of Congo, 2003 – 2006*”. Thèse présentée au Bureau des Examineurs en exécution partielle par rapport aux critères du diplôme de maîtrise ès arts en conflits et droits de l’homme (*Conflict Studies and Human Rights*). Université d’Utrecht (24 août).

Hesselbein, Gabi, Frederick Golooba Mutebi et James Putzel (2006), “*Economic and Political Foundations of State-Making in Africa: understanding state reconstruction*”, Document de consultation N°3 (Série 2), Crisis States Research Centre, juillet.
<http://www.crisisstates.com/Publications/wp/WPseries2/wp3.2.htm>

Hochschild, Adam (1998) : *Les fantômes du roi Léopold : un holocauste oublié* (Paris: Belfond).

Human Rights Watch, 2006) [CS]

International Crisis Group (ICG) (2006a) : *Security Sector Reform in the Congo, Africa Report N°104*, (Nairobi/Brussels: International Crisis Group).

International Crisis Group (ICG) (2006b) : *Katanga: The Congo’s Forgotten Crisis, Africa Report N°103*, (Nairobi/Bruxelles : International Crisis Group).

International Crisis Group (2006c), *ESCAPING THE CONFLICT TRAP: PROMOTING GOOD GOVERNANCE IN THE CONGO, Africa Report N°114 – 20 juillet 2006*

IMF Document EBD/02/81, 28 mai 2002 : *République démocratique du Congo -Interim Poverty Reduction Strategy Paper*.

Document EBS/02/76 du FMI, 6 mai 2002 : *République démocratique du Congo – Request for Three Year Arrangement under the Poverty Reduction and Growth Facility – Letter of Intent, Memorandum on Economic and Financial Policies, and Technical Memorandum of Understanding*.

Document EBS/02/76 du FMI, Supplément N°1, 29 mai 2002 : *République démocratique du Congo – Requests for Three Year Arrangement under the Poverty Reduction and Growth Facility and for the First Annual Program.*

Fonds Monétaire International (2004) : Rapport national du FMI N° 04/243 , 29 mai 2004, 12 juillet 2004, *Democratic Republic of the Congo: Fourth Review Under the Three-Year Arrangement Under the Poverty Reduction and Growth Facility, Requests for Waiver of Performance Criteria and Additional Interim Assistance Under the Enhanced Initiative for Heavily Indebted Poor Countries—Staff Report; Staff Statement; Press Release on the Executive Board Discussion; and Statement by the Executive Director for the Democratic Republic of the Congo.*

Programme surveillé par le personnel du FMI (*IMF Staff Monitored Program*) (18 juillet 2006)

<http://www.imf.org/external/pubs/cat/longres.cfm?sk=19444.0>

Jackson, S. (2002) ‘*Making a killing: criminality & coping in the Kivu war economy.*’ Review of African political economy, 29 (93-94), pp. 517-536.

Jackson, Stephen ‘*Of “Doubtful Nationality” : Political Manipulation of Citizenship in the D.R. Congo*’, manuscrit non publié.

Jackson, Stephen (2006), ‘*Sons of which Soil? The Language and Politics of Autochthony in Eastern D.R. Congo.*’ *African Studies Review*, Volume 49, Numéro 2 (septembre), pp. 95–123.

Körner, Peter (1988), *Zaire. Verschuldungskrise und IWF-Intervention in einer afrikanischen Kleptokratie*, Institut für Afrika-Kunde

Körner, Peter (1993): *Zaire. In: Nohlen, D./Nuscheler, F. (Ed.): Handbuch der Dritten Welt. Vol. 4*, Bonn.

Kuyu Mwissa, Camille (1996) : *Zaire : l'officiel contredit par le réel*, paru dans : *Politique africaine*, n°63, pp. 13-23.

Lemarchand, Rene (1964) : *Political Awakening in the Belgian Congo. Berkeley and Los Angeles: Univeristy of California Press.*

Leslie, W. J. (1993) *Zaire: Continuity and Political Change in an Oppressive State*. Oxford: Westview Press. pp.99-101.

Commission Lutundula (2005), “*République Démocratique du Congo : Assemblée Nationale Commission Spéciale chargée de l’Examen de la Validité des Conventions à Caractère Économique et Financier conclues pendant les Guerres de 1996-1997 et de 1998*”. Rapport des travaux. Ière partie. Kinshasa : Assemblée Nationale.

MacGaffey, Janet (1991): *The Real Economy of Zaire. The Contribution of Smuggling & other unofficial Activities to national Wealth*. Philadelphia, University of Pennsylvania Press.

MacGaffey, Janet, Bazenguissa-Ganga, Rémy (2000): *Congo-Paris. Transnational Traders on the Margins of the Law*. Oxford, Bloomington.

MacGaffey, Wyatt (1982): *The Policy of National Integration in Zaire*. In: *The Journal of Modern African Studies*, Vol. 20, No. 1, mars 1982, pp. 87 – 105.

Mamdani, Mahmood (2001), *When Victims Become Killers: Colonialism, Nativism and the Genocide in Rwanda*. Princeton et Oxford: Princeton University Press.

Marriage, Zöe (2006), *Not Breaking the Rules: Not Playing the Game: International Assistance to Countries at War*. Londres : Hurst & Co.

Mathieu, P., Laurent P. J., Mafikiri, T., Mugangu, S. M. (1997) : *Compétition foncière, confusion politique et violences au Kivu : des dérives irréversibles ?*, paru dans : *Politique africaine*, n°67, pp. 130-136.

Maton, Joseph avec Henri-Bernard Solignac Lecomte, “*CONGO 1965-1999 LES ESPOIRS DÉÇUS DU « BRÉSIL AFRICAIN » CENTRE DE DÉVELOPPEMENT DE L’OCDE DOCUMENTS TECHNIQUES* No. 178 Réalisé dans le cadre du programme de recherche portant sur l’Afrique émergente septembre 2001

Misser, Francois, Vallée, Olivier (2000) : *Du scandale Zairois au Congo gemmocratique*, paru chez : Monnier, Laurent, Jewsiewicki, Bogumil, De Villers, Gauthier (eds.) : *Chasse au diamant au Congo/Zaire*, Cahiers africains, n°45-46, pp. 27-46.

Monnier, Laurent (2000) : *Introduction : Chasse au diamant au Congo/Zaire*, paru chez : Monnier, Laurent, Jewsiewicki, Bogumil, De Villers, Gauthier (eds.) : *Chasse au diamant au Congo/Zaire*, Cahiers africains, n°45-46, pp. 9-26.

Mutamba Lukusa, Gaston (1999) : *La faillite d'un pays : déséquilibre macroéconomique et ajustements (1988-1999)*, Cahiers africains, n°37-38.

Mutamba Lukusa, Gaston (2003) : *Redresser l'Economie du Congo-Kinshasa : Bilan et Conditionnalité* (Paris : Harmattan).

N’Gbanda, Honoré (1998) : *Ainsi sonne le glas! Les derniers jours du maréchal* (Paris: Gideppe).

(Kabamba) Nkamany A Baleme, Victor (1997) : *Pouvoirs et idéologies tribales au Zaire* (Paris: Karthala).

Nzongoa-Ntalaja, Georges (2002), *The Congo: From Leopold to Kabila, A People’s History* (Londres et New York: Zed Books).

Nzongola-Ntalaja, Georges (2006), “*RDC's potential: Lighting the continent from Cape to Cairo*.” Pambazuka News (21 juillet). <http://www.pambazuka.org/en/category/features/35486>

Oyatambwe, Wamu (1997): *Église catholique et pouvoir politique au Congo-Zaire : la quête démocratique* (Paris : Harmattan).

Peemans, Jean-Philippe (1997) : *Crise de la modernisation et pratiques populaires au Zaire et en Afrique* (Paris: Harmattan).

Persyn, P and F. Ladrière (2004). *'The Miracle of Life in Kinshasa: New Approaches to Public Health'*, paru dans Theodore Trefon, ed, *Reinventing Order in the Congo: How People Respond to State Failure in Kinshasa*. Kampala: Fountain Publishers and London Zed Books.

Pourtier, Roland (1997) : *Du Zaïre au Congo : un territoire en quête d'Etat*, paru dans: *Afrique contemporaine*, n°183, pp.7-30.

Pourtier, Roland (1998) : *Les refoulés du Zaïre : identité, autochtonie et enjeux politiques*, paru dans: *Autrepart (La Tour d'Aigues)*, n°5, pp.137-154.

Pourtier, Roland (2003a) : *La régionalisation de la RDC*, paru dans : *Les Cahiers de l'Afrique*, n°3, pp. 21-30.

Pourtier, Roland (2003b) : *La double économie : Les dynamiques en présence*, paru dans: *Les Cahiers de l'Afrique*, n°3, pp. 99-114.

Prunier, Gérard (2004) "*Rebel Movements and Proxy Warfare: Uganda, Sudan and the Congo (1986–99)*" *African Affairs*, 103/412, 359–383.

Rogier, Emric (2003), *'Cluttered with Predators, Godfathers and Facilitators: The Labyrinth to Peace in the République démocratique du Congo'*, Netherlands Institute of International Relations 'Clingendael' Conflict Research Unit. Document de consultation No.23 (juillet).

Rubbers, Benjamin (2004) : *La dislocation du secteur minier aus Katanga (RDC)*, in : *Politique africaine*, n°93, pp. 21-41.

Schatzberg, M.G. (1988) *The Dialectics of Oppression in Zaire*. Bloomington: Indiana University Press.

Shapiro, D. et Tollens, E. (1992) *The Agricultural Development of Zaire*. Aldershot Hants: Avebury.

Time Magazine (1963), "*The Boys from Binza*", 1 November. On-line Time Archive. <http://www.time.com/time/magazine/printout/0,8816,875307,00.html>

Tshibaka, T. B. (1986) *The Effects of Trade and Exchange Rate Policies on Agriculture in Zaire*. Washington, D.C.: International Food Policy Research Institute. Tshimanga, Charles : *Notes sur les élites au Congo/Zaïre depuis l'époque coloniale*, in : *Congo-Afrique*, vol. 37, n°318, pp. 453-468.

Conseil de Sécurité des Nations Unies (2001) ; rapport du *Panel of Experts sur l'Exploitation illégale des ressources naturelles et d'autres formes de richesses dans la République démocratique du Congo (Illegal Exploitation of Natural Resources and Other Forms of Wealth of the Democratic Republic of the Congo) S/2001/357*

Conseil de Sécurité des Nations Unies (2001b). *Addendum au rapport du Panel of Experts sur l'Exploitation illégale des ressources naturelles et d'autres formes de richesses dans la République démocratique du Congo (Illegal Exploitation of Natural Resources and Other Forms of Wealth of the Democratic Republic of the Congo). S/2001/1072*

Conseil de Sécurité des Nations Unies (2002a) *Rapport intermédiaire du Panel of Experts sur l'Exploitation illégale des ressources naturelles et d'autres formes de richesses dans la République démocratique du Congo (Illegal Exploitation of Natural Resources and Other Forms of Wealth of the Democratic Republic of the Congo) S/2002/565*

Conseil de Sécurité des Nations Unies (2002b) *Rapport final du Panel of Experts sur l'Exploitation illégale des ressources naturelles et d'autres formes de richesses dans la République démocratique du Congo (Illegal Exploitation of Natural Resources and Other Forms of Wealth of the Democratic Republic of the Congo). S/2002/1146*

Conseil de Sécurité des Nations Unies, 2006. Rapport de la mission du Conseil de Sécurité portant sur le processus électoral de la RDC, 22 juin 2006 (Mission 10-12 June, 2006) S/2006/434

http://www.monuc.org/downloads/SC_eng.pdf

Département d'État des États-Unis (2005): *International Religious Freedom Report 2005* (Washington D.C.: US State Department).

Vansina, Jan (1991) : *Sur les sentiers du passé en forêt: Le cheminement de la tradition politique ancienne de l'Afrique équatoriale, Enquêtes et documents d'histoire africaine*, n° 9 (Louvain: Université Catholique de Louvain-la-Neuve).

Willame, Jean-Claude (1992) : *L'automne d'un despotisme : pouvoir, argent et obéissance dans le Zaïre des années quatre-vingt* (Paris: Karthala).

Willame, Jean-Claude (1994): *Gouvernance et pouvoir. Essai sur trois trajectoires africaines. Madagascar, Somalie, Zaïre, Cahiers africains*, n°7-8.

Willame, Jean-Claude (1997): *Understanding the Unending Crisis in Zaire, in: United States Institute of Peace: Zaire. Predicament and Prospects, Peaceworks no 11* (Washington D.C.: United States Institute of Peace), pp. 1-22.

Rapport national de la Banque Mondiale sur la RDC

<http://web.worldbank.org/WBSITE/EXTERNAL/COUNTRIES/AFRICAEXT/CONGODEMOCRATICEXTN/0,,menuPK:349476~pagePK:141132~piPK:141107~theSitePK:349466,00.html>

Indicateurs du développement dans le monde, avril 2006.

Young, Crawford (1994) : *The Shattered Illusion of the Integral State*, in : *The Journal of Modern African Studies*, Vol 32, n°2, pp. 247-263.

Young, C. (1968) *Politics in the Congo: Decolonization and Independence*. Princeton: Princeton University Press.

Young, C. (1994) *The African Colonial State in Comparative Perspective*. New Haven: Yale University Press.

Young, C. and Turner, T. (1985) *The Rise and Decline of the Zairian State*. Madison :University of Wisconsin Press.

**Bibliographie commentée des principaux travaux en langue anglaise
portant sur la politique**

Schatzberg, M.G. (2001) *Political Legitimacy in Middle Africa: Father, Family, Food*. Bloomington: Indiana University Press.

S'appuyant sur une lecture minutieuse et interprétative d'articles de journaux quotidiens ou de revues d'actualités hebdomadaires publiés dans huit États africains ainsi que sur d'autres sources primaires, Schatzberg examine la relation qui existe entre l'État et la population à travers le langage politique et la métaphore d'une famille élargie sublimée. Dans le contexte spécifique de la RDC, il se penche tour à tour sur les forces armées, l'Église et l'État, la société civile, la corruption, la campagne pour l'authenticité de la culture, la nutrition, les festivals familiaux, les dernières années du régime de Mobutu, la religion officielle, l'indivisibilité et l'unité du pouvoir, les cosmologies locales, le président en tant que pater familias, la punition et le pardon, le football, la sorcellerie, les sports et le rôle des femmes. Ses grands titres comprennent métaphore et matrice, représentation du pouvoir, paramètres politiques, causalités alternatives, le chef-père : droits et devoirs, égalité des sexes et générations : les femmes, l'ordre paternel et l'alternance du pouvoir, la démocratie et la logique de légitimité.

Schatzberg, M.G. (1991) *Mobutu or Chaos? The United States and Zaïre, 1960-1990*. Lanham: University Press of America.

Cet ouvrage examine la relation entretenue par les États-Unis et Mobutu depuis les années soixante, lorsque le soutien américain était alors motivé par la Guerre Froide, jusqu'au début des années quatre-vingt-dix. Les violations brutales des droits de l'homme commises par le gouvernement de Mobutu soulèvent de nouvelles questions, à la fois au niveau pratique et moral, sur la nature des futures relations de ces deux pays. Schatzberg se penche sur la Première République, 1960-65, la tyrannie actuelle : la Seconde République, 1965-1990 (dans le cadre de la consolidation, du déclin et de l'opposition interne et externe), la politique américaine : son évolution, les intérêts, les acteurs (le président, le département d'État, la CIA, le Congrès et la prochaine crise à venir).

Schatzberg, M.G. (1988) *The Dialectics of Oppression in Zaire*. Bloomington: Indiana University Press.

Schatzberg se penche sur la trinité : État, classe et ethnie en Afrique, traitant tour à tour l'État en tant qu'oreille : information, coercition et police politique, l'État en tant que malfaiteur : forces armées, force de coercition, l'État en tant que famille, Mobutu en tant que père de la nation : imagerie politique, l'État non protégé : la résistance interne : la magistrature, l'État non protégé, II : la résistance externe : les groupes religieux, et dialectique de l'oppression.

Schatzberg, M.G. (1980) *Politics and Class in Zaire: Bureaucracy, Business, and Beer in Lisala*. New York: African Pub. Co.

Dans cet ouvrage, Schatzberg présente un aperçu de Lisala, centre gouvernemental particulièrement important, abritant les quartiers-généraux de trois unités administratives et centre pédagogique du nord-ouest du pays, classes sociales et contextes : cadre et problèmes, analyse des classes sociales et politiques zairoises, le poids de l'histoire : contexte familial et mobilité sociale : les chefs de services subrégionaux, les employés administratifs de rang inférieur, les commissaires territoriaux, les bureaucrates du parti, le personnel enseignant, les commerçants, les carrières modales et les index de richesse, l'administration des collectivités et le système de l'exploitation rurale : budgets des collectivités, l'agriculture, l'économie politique de la bière : réflexions sur la politique zairoise : la bière : perspectives nationales et

locales, distribution, contrôle des prix, développement ; le MPR : mobilité politique et résolution sociale : aperçu, problèmes et activités à Mongala ; les élections législatives de 1970 ; les élections et la mobilité politique ; l'indépendance économique : le 30 novembre et les politiques de classes : formation, application : qui reçoit quoi et pourquoi ? Effets et conséquences ; conscience et contexte : l'évolution historique ; les perceptions populaires et la conscience ; le 30 novembre et la conscience ; le système zaïrois des classes sociales ; et l'insécurité et la rareté.

Young, C. (1991) 'The Heritage of Colonialism.' Paru dans *Africa in World Politics*, ed. J.W.Harbeson et D. Rothchild, pp. 19-39. Oxford: Westview Press.

Ce chapitre présente un aperçu global de l'héritage colonial africain ; la fragmentation de l'Afrique ; le rêve d'une unité africaine ; l'influence des anciens colonisateurs ; la connexion française ; la lutte visant à éliminer l'influence coloniale ; et les racines coloniales des crises régionales.

Young, C. et Turner, T. (1985) *The Rise and Decline of the Zairian State*. Madison: University of Wisconsin Press.

Cet ouvrage présente un aperçu du Zaïre pendant les années Mobutu, à savoir 1965-1980 ; l'État et la société civile : la capitale, les villes et les campagnes ; les vecteurs de l'inégalité : création des classes sociales, la dimension ethnique de la société civile, l'État patrimonial et la domination personnelle ; le désir de légitimité : le parti et l'idéologie ; l'administration régionale ; le septième fléau : les forces de sécurité ; la politique économique durant les années Mobutu ; la zaïrianisation et la radicalisation : anatomie d'une catastrophe ; et le Zaïre sur la scène internationale.

Young, C. (1965) *Politics in the Congo: Decolonization and Independence*. Princeton: Princeton University Press.

Young explore dans cet ouvrage les thèmes de la décolonisation ; le paternalisme ; la désagrégation de la société coloniale ; les communes ; la désintégration du système ; une structure pour l'indépendance ; les élites: les chefs, le personnel administratif et les commerçants ; la masse : les ouvriers et les paysans ; les politiques ethniques ; l'ascension du nationalisme : depuis la résistance primaire jusqu'aux partis politiques ; un profil de l'indépendance : 1960-1963 ; le secteur politique : le parlement, les partis et les politiciens ; les secteurs administratif et judiciaire : le retour de la bureaucratie ; la politique de la force : l'armée et la police ; le fédéralisme : la poursuite d'une constitution ; et la fragmentation : les nouvelles provinces.

Haskin, J.M. (2005) *The Tragic State of the Congo: From Decolonization to Dictatorship*. New York: Algora Publishing.

Haskin explore dans cet ouvrage la fin de la domination belge ; la première intervention ; le retour de Mobutu au pouvoir ; la terreur et la dissidence ; la fin du règne de Mobutu ; la corruption et la rébellion ; et le gouvernement transitoire.

CSRC Series 2 Working Papers

- WP1 James Putzel, 'War, State Collapse and Reconstruction: phase 2 of the Crisis States Programme' (September 2005)
- WP2 Simonetta Rossi and Antonio Giustozzi, 'Disarmament, Demobilisation and Reintegration of ex-combatants (DDR) in Afghanistan: constraints and limited capabilities', (June 2006)
- WP3 Frederick Golooba-Mutebi, Gabi Hesselbein and James Putzel, 'Political and Economic Foundations of State making in Africa: understanding state reconstruction', (July 2006)
- WP4 Antonio Giustozzi, 'Genesis of a Prince: the rise of Ismail Khan in western Afghanistan, 1979-1992' (September 2006)
- WP5 Laurie Nathan, 'No Ownership, No Peace: the Darfur Peace Agreement', (September 2006)
- WP6 Niamatullah Ibrahim, 'The Failure of a Clerical Proto-State: Hazarajat, 1979-1984' (September 2006)
- WP7 Antonio Giustozzi, 'Tribes and Warlords in Southern Afghanistan, 1980-2005' (September 2006)
- WP8 Joe Hanlon, Sean Fox, 'Identifying Fraud in Democratic Elections: a case study of the 2004 Presidential election in Mozambique'
- WP9 Jo Beall, 'Cities, Terrorism and Urban Wars of the 21st Century', (February 2007)
- WP10 Dennis Rodgers, 'Slum Wars of the 21st Century: the new geography of conflict in Central America', (February 2007)
- WP11 Antonio Giustozzi, 'The Missing Ingredient: non-ideological insurgency and state collapse in Western Afghanistan 1979-1992', (February 2007)
- WP12 Suzette Heald, 'Making Law in Rural East Africa: SunguSungu in Kenya', (March 2007)
- WP13 Anna Matveeva, 'The Regionalist Project in Central Asia: unwilling playmates', (March 2007)
- WP14 Sarah Lister, 'Understanding State Building and Local Government in Afghanistan', (June 2007)
- WP15 Pritha Venkatachalam, 'Municipal Finance Systems in Conflict Cities: case studies on Ahmedabad and Srinagar, India', (July 2007)
- WP16 Jason Sumich, 'The Illegitimacy of Democracy? democratisation and alienation in Maputo, Mozambique', (September 2007)
- WP17 Scott Bollens, 'Comparative Research on Contested Cities: lenses and scaffoldings', (October 2007)
- WP18 Debby Potts, 'The State and the informal in sub-Saharan African economies: revisiting debates on dualism', (October 2007)
- WP19 Francisco Gutiérrez Sanín, Tatiana Acevedo and Juan Manuel Viatela, 'Violent liberalism? State, conflict, and political regime in Colombia, 1930-2006: an analytical narrative on state-making', (November 2007)
- WP20 Stephen Graham, 'RoboWar™ Dreams: Global South Urbanisation and the US Military's 'Revolution in Military Affairs'', (November 2007)
- WP21 Gabi Hesselbein, 'The Rise and Decline of the Congolese State: an analytical narrative on state-making', (November 2007)
- WP22 Diane Davis, 'Policing, Regime Change, and Democracy: Reflections from the Case of Mexico', (November 2007)
- WP23 Jason Sumich, 'Strong Party, Weak State? Frelimo and State Survival Through the Mozambican Civil War: an analytical narrative on state-making', (December 2007)
- WP24 Elliott Green, 'District Creation and Decentralisation in Uganda', (January 2008)
- WP25 Jonathan DiJohn, 'Conceptualising the Causes and Consequences of Failed States: A Critical Review of the Literature', (January 2008)

These can be downloaded from the Crisis States website (www.crisisstates.com), where an up-to-date list of all our publications including Discussion Papers, Occasional Papers and Series 1 Working Papers can be found.



The Crisis States Research Centre aims to examine and provide an understanding of processes of war, state collapse and reconstruction in fragile states and to assess the long-term impact of international interventions in these processes. Through rigorous comparative analysis of a carefully selected set of states and of cities, and sustained analysis of global and regional axes of conflict, we aim to understand why some fragile states collapse while others do not, and the ways in which war affects future possibilities of state building. The lessons learned from past experiences of state reconstruction will be distilled to inform current policy thinking and planning.

Crisis States Partners

Ardhi University

Dar es Salaam, Tanzania

Collective for Social Science Research

Karachi, Pakistan

Developing Countries Research Centre (DCRC)

University of Delhi

Delhi, India

Department of Environmental and Geographical Sciences

University of Cape Town

Cape Town, South Africa

Instituto de Estudios Políticos y Relaciones Internacionales (IEPRI)

Universidad Nacional de Colombia

Bogotá, Colombia

Makerere Institute of Social Research

Makerere University

Kampala, Uganda

Research Components

Development as State-Making

Cities and Fragile States

Regional and Global Axes of Conflict

Development Studies Institute (DESTIN)

LSE, Houghton Street, London WC2A 2AE

Tel: +44 (0)20 7849 4631

Fax: +44 (0)20 7955 6844

Email: csp@lse.ac.uk

Web: www.crisisstates.com